

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Echec à la réquisition !

par Raymond GUILLORE

Le gouvernement seul responsable
de la crise à l'E. G. F.

par Georges TOUROUDE

Vanité ou prévoyance
de l'américanophobie

par Roger HAGNAUER

“Le Saint Père au diable !”
et Khrouchtchev avec !

par Robert LOUZON

Les dessous du Front National argentin

par Jacobo PRINCE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois 8 NF (800 fr.)
Un an 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois 10 NF (1.000 fr.)
Un an 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 481 - Mars 1963

Echec à la réquisition	R. GUILLORE
Courrières : 10 mars 1966	E. MENU
L'opposition aux réquisitions dans la Loire. Le gouvernement seul responsable de la crise à l'E.G.F.	G. TOUROUDE R. HAGNAUER
Vanité ou prévoyance de l'américanophile !	
Chronique de l'Union des Syndicalistes : Les petits propos de M. Pompidou. — La part de l'Etat, ou la part du fauve. — Nouvelles précisions sur l'accord Re- nault	R. G.
La voix des syndicalistes de la Loire : Vers l'épreuve de force. — Politique anti-ou- vrière. — La lutte pour la réduction de la semaine de travail. — Bravo ! camara- des italiens.	
Après les cent jours de grève des typos new-yorkais	N. FAUCIER
Les variations de Khrouchtchev.	
Parmi nos lettres : La bombe en Atlantique (J. Péra). — A propos de planisme... et d'américanophile (J. Duperray). Le gouvernement respectera-t-il ses enga- gements concernant les objecteurs de cons- cience ?	
Notes d'économie et de politique : « Le Saint-Père au diable » et Khrouchtchev avec ! — Bravo ! M. Rueff, mais bravo seulement à demi. — Vous voulez faire baisser les prix ? Remboursez !. — Mais la baisse des prix, c'est la crise ! — Autre aspect de la hausse des prix : diminution des exportations. — Paternalisme et dé- veloppement	R. LOUZON
Autre point de vue sur l'Algérie de Ben Bella	J.P. FINIDORI
Relance syndicale à Madagascar.	H. ROLLAND
Un peu de l'Italie d'aujourd'hui	J. PRINCE
Lettre d'Argentine : Les dessous du Front national	
A travers les livres : Deux ouvrages sur le monde arabe (J. Gallienne).	

ENTRE NOUS

Qu'en pensez-vous... vous qui lisez la R. P. par simple habitude ou par sympathie mélancolique, en ne la considérant que comme une « survivance de temps révolus », vous qui, avec dédain ou condescendance ou gentillesse apitoyée... parlez de notre archéo-syndicalisme ?

Avions-nous raison de maintenir notre foi dans le syndicalisme, dans le mouvement ouvrier, dans la solidarité ouvrière internationale... dans ce qui n'est jamais dépassé par l'évolution parce qu'il s'y intègre, qui ne peut contrarier le progrès parce qu'il le provoque ?

Alors que sur le plan national, les partis politiques se sont révélés défaillants ou impuissants — que sur le plan international, des chauvinismes imbéciles favorisent de sordides appétits — les mineurs, par l'action directe la plus élémentaire et la plus traditionnelle, par une affirmation spontanée de leur dignité et de leur volonté... infligent au gouvernement carolingien la plus significative des défaites... et déclenchent un magnifique mouvement de solidarité qui charrie les débris des frontières et les fils barbelés des rideaux de fer.

Dans ce numéro de la R. P., non seulement la place d'honneur est accordée aux mineurs, mais par une efficace association, l'un d'entre nous joint la grève des journaux de New-York à celle du sous-sol français. Là-bas et ici, c'est la même résistance aux volontés patronales... c'est le refus du diktat... c'est pour le magnat de la presse ou l'Etat-patron (même impérial) l'humiliante obligation de soumettre ses décisions à la discussion contradictoire. Les syndicats américains sont financièrement assez solides pour soutenir une grève de plusieurs

mois. Il n'en est pas de même des organisations françaises.

Nous le regrettons évidemment. Mais lorsque la pauvreté provoque à la fois la gêne dans les foyers des grévistes... et l'inquiétude ou la honte dans l'esprit de tous les autres, il en sort l'inépuisable flot de la solidarité, d'une solidarité qui engage celui qui donne beaucoup plus que celui qui reçoit.

Certes l'ouvrier français est de ce point de vue particulièrement sensible et efficace. Mais il y a tout un peuple qui soutient les grévistes. Il y a des actions de solidarité organisées par les dockers dans des ports français et étrangers. Il y a les envois de fonds par les syndicats des deux côtés de l'Atlantique.

En 1947 la R. P. reprenait sa publication, alors que la politisation de la C.G.T. atteignait son point culminant, que l'on préparait les grèves « Molotov » contre le plan Marshall; et l'année n'était pas terminée que la scission confédérale était accomplie.

Nos quinze années d'avant-guerre consacrées à la Renaissance du syndicalisme, au retour à l'esprit zimmerwaldien avaient abouti après l'éclatante confirmation de 1936 aux tragiques justifications de 1939.

Nos quinze années d'après-guerre ont débuté sous le signe de l'imposture et de la défaite. Elles s'achèvent sous le signe de l'espoir et de la Renaissance.

Comme il y a quinze ans dans son premier appel d'après-guerre, comme pendant les quinze années d'avant-guerre, la R. P. n'a pas d'autre but que de dire sur tous les tons à tous les travailleurs du monde : Le Salut est en vous !

Ne pensez-vous pas que cela suffit pour prouver son originalité et justifier sa survie et son développement ?

ECHEC A LA RÉQUISITION !

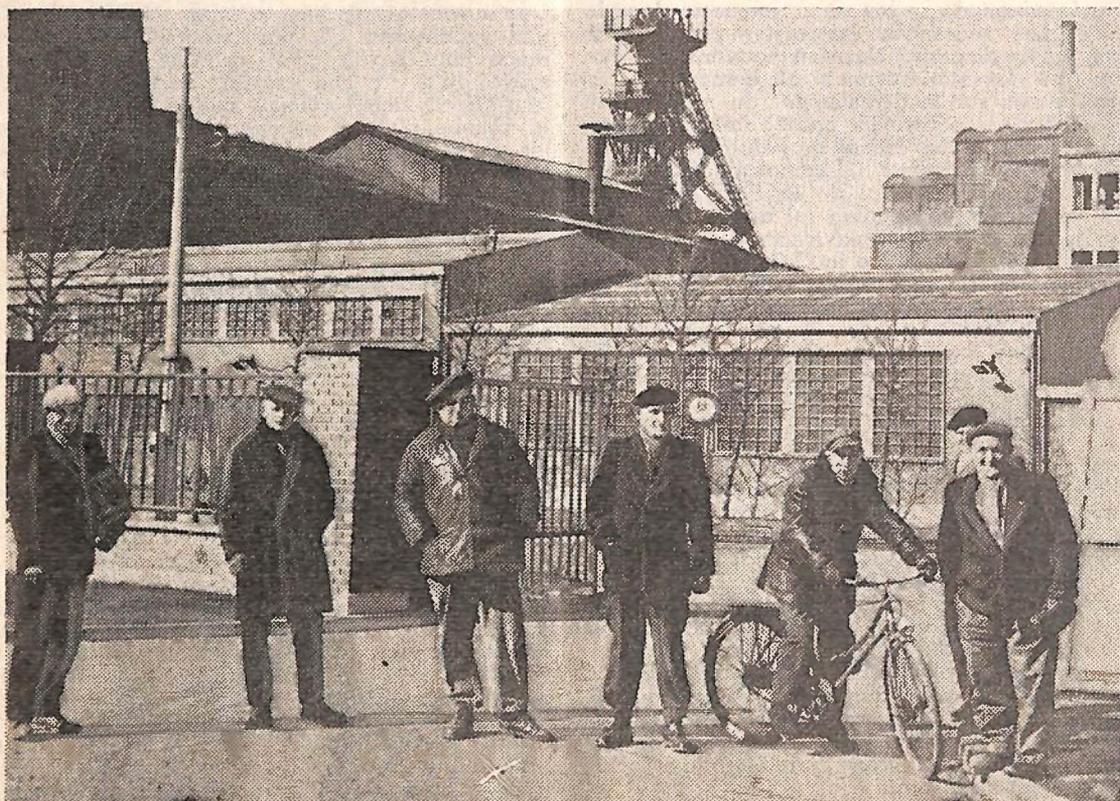
Au moment où ces premières lignes sont écrites, on ne voit pas encore se dessiner la fin de la grève des mineurs. Les ondes ne nous ont porté que les petits propos de M. Pompidou. Les deux adversaires s'affrontent encore : pouvoir d'Etat, d'une part ; ensemble cohérent des mineurs, d'autre part. Mais déjà les mineurs ont remporté une grande victoire qui vaut pour la classe ouvrière tout entière. Ils ont fait la preuve que l'arme du pouvoir, la réquisition, ne valait rien contre la volonté unie, le sang-froid et la détermination des travailleurs. Après qu'en octobre dernier, la réquisition eut arrêté le mouvement revendicatif des cheminots, nous écrivions ici même qu'il faudrait bien, tôt ou tard, surmonter cet obstacle, ou bien avouer que le droit de grève n'existait plus en fait. Les mineurs l'ont surmonté vaillamment ; ils ont démontré que la réquisition était une arme de carton. C'est une grande leçon que personne n'oubliera.

Le 1^{er} mars 1963 sera une date de l'histoire ouvrière. Si nous ne nous trompons pas, c'est la première fois que des travailleurs dédaignent en masse la réquisition, affirmant à la fois leur force et leur liberté. Le journal « Les Echos » rappelait, dans son numéro du 8 mars, que la réquisition avait été employée pour la première fois — et déjà contre les mineurs — au cours de la grève qui a suivi la catastrophe de Courrières, le 10 mars 1906, événement dont notre camarade Emile Menu nous parle encore dans

ce numéro. Il ne s'agissait alors — au moins dans l'essai de justification du pouvoir de l'époque — que d'assurer la sécurité et la sauvegarde des installations minières. Mais les mineurs n'ont pas besoin d'être « réquisitionnés » pour cela, étant donné que, tant qu'on ne les a pas poussés à bout, ils se donnent à eux-mêmes cette tâche. La réquisition générale, c'est Aristide Briand, transfuge du mouvement ouvrier, qui l'inaugura contre les cheminots en 1910. Ce fut un moment décisif de la lutte de classes en France. Le pouvoir sortit vainqueur de l'affrontement ; l'ordre de réquisition l'emporta, pour la grande majorité des cheminots, sur le mot d'ordre syndical.

Cette défaite ouvrière devait avoir de graves conséquences et se répercuter longtemps, jusqu'en 1914 et au déclenchement de la première guerre mondiale.

Toute défaite ouvrière se paie cher. Toute victoire, même partielle, a un long sillage et un écho. Dans un des premiers tomes de ses « Hommes de bonne volonté » (les derniers sont du même auteur, mais non du même homme), Jules Romains nous montre Aristide Briand méditant sur sa victoire. Charles de Gaulle méditera-t-il sur sa défaite ? Quoi qu'il fasse maintenant et quoi qu'il advienne de cette grève des mineurs, il restera que « les gueules noires » l'ont battu et — ce qui est beaucoup plus important — qu'ils ont tenu en échec le pouvoir d'Etat. Rien, ni personne, ne pourra faire qu'après



Notre camarade MENU (×) au milieu du piquet de grève à Harnes (P.-d.-C.)

l'événement, tout soit comme avant, que le rapport des forces n'en soit pas changé.

C'est très intéressant et très utile de constater que c'est précisément ce pouvoir-là, ce pouvoir réputé « fort », qui se voit justement méprisé par une corporation primordiale, et dans deux régions qui lui avaient donné beaucoup de suffrages dans les consultations politiques. C'est une de ces ironies dont l'histoire est coutumière. Voilà un pouvoir qui fait de l'Etat sa seule raison avouée, qui, pour mieux l'adorer, le confond avec un homme, et qui s'y prend si bien qu'il aboutit à en montrer la vanité et la faiblesse ! Il est bon que ce soit dans la bataille sociale, par l'action directe ouvrière contre le capitalisme d'Etat, que cette faiblesse éclate.

Bien d'autres leçons peuvent être tirées de ce mouvement. Il faut attendre encore pour qu'elles se dégagent toutes. Pour le moment on peut dire déjà que les syndicats — quand ils ne sont pas « intégrés » au pouvoir — gardent intacte leur force de contestation et, éventuellement, d'opposition. Il ne paraît pas faire de doute qu'ils ont été, cette fois, soutenus (poussés peut-être) par la volonté massive de leur base ouvrière. Mais c'est ainsi qu'il faut que ce soit. Il doit bien y avoir quelque arrière-pensée chez certains des dirigeants du mouvement. Plusieurs d'entre eux, chez qui prédomine l'idéologie étatique, ne doivent pas regarder tranquillement ce refus d'obéissance à un ordre de réquisition. C'est une grave hypothèque sur l'avenir, sur leur avenir peut-être.

Les craintes que certains camarades expriment sur la fermeté des fédérations (ou confédérations) syndicales, ne sont peut-être pas sans fondement. Dans notre dernier numéro, Emile Menu, délégué mineur du Pas-de-Calais, nous a décrit la valse-hésitation que la C.G.T. a esquissée avant de se lancer, à son tour, dans la grève. Les réticences, les arrière-plans politiques ont-ils disparu ? Nous ne pouvons pas être sûrs que des manœuvres « au sommet » n'influencent pas sur le déroulement du mouvement.

Nous avons également passé, dans notre précédent numéro, un article reproduit de « Force Ouvrière » du 6 février. Le camarade André Augard, secrétaire général de la Fédération F.O. des mineurs, y commentait lui aussi — sous le titre ironique : « Il faut savoir finir une grève » — l'attitude qu'avait eue la C.G.T. au cours des préliminaires du mouvement. A la menace de réquisition que le gouvernement avait déjà brandie le 31 janvier, André Augard répondait : « Réquisition des mineurs ? Ceux-ci auraient probablement obtempéré et seraient descendus au fond de la mine. Pour faire quoi ? Pour continuer la baisse du rendement et l'intensifier, peut-être pour rester au fond. » Cette opinion était-elle déjà en retrait sur la volonté des mineurs ? Ce qu'on peut dire en tout cas, c'est qu'un mois après, les mineurs n'ont pas « obtempéré » ; ils ne sont pas descendus. Quoi qu'il arrive, cette victoire-là, on ne la leur volera pas !

Une semaine après le début de la grève générale, la Fédération F.O. publiait un communiqué assez surprenant. Elle proposait que les données du conflit soient soumises à une sorte de « comité des sages » dont les membres seraient, sinon indépendants, du moins, extérieurs aux parties en cause, gouvernement et organisations des mineurs. Ce serait la voie (le cul-de-sac probablement) d'un arbitrage bureaucratique où le mouvement s'enliserait.

Il faut aussi regarder avec préoccupation du côté des cadres. Leur solidarité — qui ne fait d'ailleurs que traduire une solidarité économi-

que réelle — est un élément positif important de la lutte des mineurs. Mais il ne fait pas de doute néanmoins que c'est de ce côté-là qu'il faut craindre les premières défaillances. Les cadres peuvent être des « interlocuteurs valables », mais ils ne doivent pas être les seuls interlocuteurs. Ce sont eux, en tout cas, que viseraient les premières mesures de réquisitions individuelles, si elles devaient se produire. Le gouvernement a encore des armes. Qu'il n'oublie pas que les mineurs ont aussi des réserves ; elles sont dans l'action solidaire des autres secteurs de la classe ouvrière.

Les jours qui viennent verront-ils l'intervention personnelle de l'Empereur lui-même, comme la presse le laisse augurer ? Ne prenons pas l'Empereur pour le Bon Dieu. Ce n'est pas la première fois qu'il tombe « sur un bec de gaz » (le dernier en date étant celui de la langoustière brésilienne et le retour des destroyers protecteurs vers des bases moins aléatoires). Il paraît qu'il y en a qui croient vraiment qu'il a vaincu à Alger ! Pour le moment, sur le carreau de la mine, il fait une drôle de figure de vainqueur.

Mais on n'empêchera pas qu'un mouvement aussi large que celui des mineurs soit exploité, en dépit des mineurs eux-mêmes, sur le plan politique. La solidarité avec les mineurs est spontanée et générale. Il y a cependant des solidarités suspectes.

Il faut savoir terminer une grève. J'écris cette proposition sans guillemets. Je pense, en effet, que de même qu'il faut savoir commencer une grève, il faut savoir la terminer. La formule n'est d'ailleurs pas de Thorez, comme on le dit souvent, mais de Lénine lui-même. Thorez l'a reprise à Lénine pour en faire une application qu'il jugeait opportune (« opportuniste » aurait dit Lénine, qui aimait bien ce mot). Mais tout militant syndicaliste n'a pas besoin de cette référence pour savoir qu'on ne joue pas avec la grève, qu'il y a une stratégie de la grève, qu'il faut effectivement savoir y mettre fin, avant que la volonté d'action ne soit émoussée, pour que les points acquis soient enregistrés et conservés, pour que le programme revendicatif soit satisfait dans la plus grande mesure possible. En dehors de la lutte finale, toute conclusion provisoire d'une bataille sociale est un compromis.

A notre avis, les fédérations syndicales ne doivent pas cesser de proposer publiquement le rendez-vous immédiat avec les représentants du patronat, en l'occurrence les délégués des houillères et du gouvernement, pour que soient établies des bases salariales nouvelles pour la corporation des mineurs. Ce n'est plus la réquisition qui doit maintenant être au premier plan ; sur ce point, la victoire est déjà acquise. Les termes du compromis ne doivent absolument pas aboutir à la masquer ou à l'atténuer. Ce sont les revendications qui doivent être l'objet des discussions, et sans intermédiaire, « par ceux qui se battent » comme on a dit en d'autres circonstances, et comme cela a eu lieu finalement.

En attendant, la solidarité ouvrière avec les mineurs doit s'exprimer sous toutes ses formes. Elle est un des facteurs les plus importants de la lutte engagée. La solidarité financière d'abord, par la généralisation du mot d'ordre : versement d'une journée de travail.

Mais la solidarité par l'action si la volonté des mineurs et leur unité continuaient de se manifester aussi magnifiquement et si, décidément, en se prolongeant et en se durcissant, la lutte prenait une signification nouvelle.

Raymond GUILLORE.

COURRIERES : 10 mars 1906

Cette date est celle de la plus terrible catastrophe minière, celle qui fit, il y a cinquante-sept ans, 1.200 morts parmi les travailleurs de la mine de Courrières. 1.200 victimes de l'incurie et de la rapacité des anciens barons de la mine.

Parmi ces mineurs, les uns périrent sur le coup, brûlés ou déchiquetés par l'explosion de grisou, les autres enterrés vivants et morts asphyxiés après de longs jours d'angoisse dans l'attente d'un secours chaque jour plus problématique.

Pourtant, quelques-uns échappèrent à la mort, et, après un calvaire de trois semaines, réussirent à sortir de l'enfer de cette mine, incendiée, éboulée, bouleversée.

Il y a cinquante-sept ans de cela. Aujourd'hui, s'il est vrai que des progrès ont été réalisés pour éviter que se renouvellent des catastrophes aussi graves que celle de 1906, la mine demeure néanmoins une grande mangeuse d'hommes, et il ne se passe pas une année sans que l'on enregistre une catastrophe minière sur un point quelconque du globe, catastrophe annoncée en quelques lignes dans la presse. Et c'est ainsi que nos journaux régionaux annoncent périodiquement la mort d'un mineur, tué par la chute d'une pierre, écrasé par une locomotive ou broyé par une haveuse. Et cela, malheureusement, arrive trop souvent.

Mais à côté de ceux qui périssent d'une façon brutale, combien d'autres meurent presque journellement d'une maladie contractée au cours de leur travail : la silicose !

La silicose, cette terrible maladie, guette tous les mineurs qui accomplissent leur travail au fond de la mine.

C'est ce qui fait que le métier de mineur est un des plus pénibles et des plus dangereux, car aucun de ceux qui descendent quotidiennement, pour accomplir leur obscure besogne loin de la clarté du soleil, n'est sûr d'en sortir indemne, car la mort rôde en permanence au fond de la mine, et si elle ne survient pas brutalement, elle est là, dans ces nuages de poussières qui entourent le travailleur dans les mines modernes.

Certains nous assurent que les poussières que l'on voit ne sont pas dangereuses, tandis que les poussières qui peuvent devenir mortelles ne sont pas visibles à l'œil nu. Malheureusement, nous savons que là où il y a de la poussière visible, il y en a encore davantage d'invisible.

Cette année, la Fédération de Courrières a commémoré ses 1.200 morts, dont le souvenir surgit

au moment où tous les mineurs français viennent d'engager une lutte contre les gens qui ont réussi à tromper l'opinion publique, en annonçant qu'ils feraient cesser l'injustice en France s'ils parvenaient à s'installer au pouvoir.

En ont-ils abusé de la radio et de la télé, ces gens de l'U.N.R., pour proclamer que, depuis qu'ils étaient là, l'Etat était riche, la France prospère, les caisses regorgent d'or, dont on allait bientôt ne plus savoir que faire ?

Combien, aujourd'hui, doivent regretter d'avoir accordé leurs suffrages à ces gens sans foi ni loi qui avaient promis monts et merveilles pour l'année 1963, année sociale !

Année sociale pour qui ? Pour les banquiers, pour les trafiquants. Les caisses de l'Etat sont pleines, mais les porte-monnaie des ouvriers sont vides et le Gouvernement qui empêche toute augmentation des salaires, en supprimant leur indexation sur les prix, ne fait rien pour empêcher la montée de ces derniers.

On a vu, l'année dernière, la ridicule pitrerie du ministre Missoffe qui voulait « suivre le bœuf » et qui n'a réussi qu'à avoir un succès comparable à celui de Zavatta quand celui-ci pénètre sur la piste d'un cirque.

1963, année sociale ? Pas pour les mineurs en tout cas ! A ceux-ci le pouvoir offre un os à ronger, accompagné de la fallacieuse promesse qu'il va faire baisser le coût de la vie ! Baisse à laquelle le ministre du Travail, Grandval, ne croit même pas, puisqu'il nous dit que si celle-ci ne se produit pas, nous pourrions nous retrouver en septembre ! Et en attendant, nous pouvons nous mettre la ceinture ! Non ! ce monsieur se fout de la gueule des « gueules noires » !

Mais le temps des promesses est passé. Les mineurs ont assez patienté. Ils veulent pouvoir vivre de leur travail. Et ce ne sera pas avec des promesses qu'ils achèteront leur « briquet » (1). Aussi, à présent qu'ils ont engagé la lutte, ils ne l'abandonneront pas tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction. Et ce ne sont pas les ordres de réquisition qui diminueront leur combativité. Au contraire !

Emile MENU,
délégué mineur du P.-de-C.

(1) « Briquet » : nom donné dans le Nord et le Pas-de-Calais au casse-croûte que les mineurs prennent au fond de la mine.

L'opposition aux réquisitions dans la Loire

Dès que furent connues les intentions du pouvoir gaulliste de réquisitionner les agents de Lycée, les U.D. C.G.T., F.O., C.F.T.C. et la section F.E.N. publiaient un communiqué de protestation et tenaient le 22 février, une conférence de presse précisant leur opposition totale à toute procédure d'exception dans le domaine de la grève.

Peu après, la grève des mineurs était déclenchée et le gouvernement, violant sa propre légalité, récidivait en réquisitionnant les mineurs.

Le 1^{er} mars un nouveau communiqué rappelait que les Unions départementales restaient en contact et affirmaient leur solidarité avec les mineurs.

Le 4 mars, au meeting commun des syndicats de mineurs, les trois U.D. et la F.E.N. se retrouvaient à la tribune et au défilé pour apporter leur appui à la corporation minière. Un nouveau

communiqué était diffusé, appelant les travailleurs de toutes les professions à débrayer au moins un quart d'heure le 5 mars et à participer nombreux au rassemblement devant la Bourse du Travail de Saint-Etienne et au défilé dans les rues de Saint-Etienne pour manifester leur volonté de voir respecter le droit de grève et démontrer aux mineurs en grève que tous les travailleurs les appuyaient.

Largement annoncées par la presse et des milliers de tracts, ces actions ont connu un grand succès. Toutes les corporations, métaux, cheminots, P.T.T. et fonctionnaires ont marqué par un arrêt de travail, leur volonté de faire respecter le droit de grève.

C'est plusieurs milliers d'ouvriers, d'employés et même de cadres de toutes professions qui se sont retrouvés en fin d'après-midi au rassemblement pour entendre les représentants des U.D.

condamner les mesures du pouvoír et affirmer leur solidarité aux mineurs.

Si on ajoute qu'un comité de solidarité et de soutien, pour aider matériellement et financièrement les mineurs, vient de se constituer, on constate que dans la Loire, l'action est bien partie.

Paradoxalement, est-ce la Cinquième République qui réveillera le sentiment de classe, un peu endormi, il faut bien le dire, chez toutes les catégories de travailleurs ?

S'il en était ainsi, il faudrait s'en réjouir sans toutefois se laisser entraîner dans une euphorie naïve favorisant la domination communiste sur le syndicalisme.

Energiques avec le pouvoir, vigilants et lucides dans leurs rapports avec l'encadrement P.C. de la C.G.T., telle doit être l'attitude des syndicalistes C.F.T.C., F.O. et F.E.N.

SOLIDARITÉ AVEC LES MINEURS !

Le versement d'une journée de travail doit être la règle pour un militant syndicaliste, spécialement pour un ami de la « R. P. » et de l'Union des Syndicalistes.

Faites votre versement à votre organisation syndicale, ou bien envoyez-le au compte de Chèques postaux de la R. P. : 734-99 Paris, en spécifiant l'objet de votre versement.

Les sommes recueillies par nous seront adressées à notre camarade Emile MENU, délégué mineur à HARNES (Pas-de-Calais).

Le gouvernement seul responsable de la crise à l'E. G. F.

Succédant à l'échec subi par le Gouvernement dans sa tentative d'imposer une politique nationale des salaires dans le cadre du Quatrième Plan, une légère détente s'amorçait à la reprise de septembre.

En effet, les directions générales d'Electricité et de Gaz de France, après s'être accrochées comme à une bouée de sauvetage à la politique gouvernementale, préconisaient l'étude de dispositions contractuelles ayant pour but de régulariser les rapports entre elles et les organisations syndicales sur le plan des rémunérations.

Ces formules redonnaient un semblant d'autonomie aux directions des entreprises. Et si elles ne permettaient pas de régler l'ensemble des problèmes de rémunérations, elles avaient au moins le mérite de ne pas en accroître le déséquilibre, puisqu'elles tendaient à maintenir un parallélisme d'évolution des traitements par rapport aux conditions économiques et sociales et à l'augmentation moyenne des salaires, notamment dans les secteurs privés voisins.

S'il avait été tenu compte, conformément aux désirs exprimés par les organisations syndicales au cours des discussions, de la reconnaissance du retard des rémunérations et qu'aucune condition ne soit imposée quant à son application, cette expérience aurait été de nature à détendre le climat extrêmement lourd qui règne depuis de nombreuses années dans nos industries. Elle pouvait sans nul doute avoir des répercussions sur l'ensemble du secteur public.

Or, après avoir tergiversé pendant plus de quatre mois devant les sollicitations des directions, le Gouvernement, exerçant son pouvoir de tutelle, a brisé net les négociations engagées.

Le Comité National du M.R.P. vient de condamner « la brutalité et la légèreté de la réquisition ».

Posons simplement cette question : si les mineurs avaient obéi à l'ordre de réquisition, le M.R.P. aurait-il trouvé qu'il était « brutal et léger » ?

Les démo-chrétiens n'en ont ainsi jugé que parce qu'il a échoué. Rien ne saurait mieux mettre en lumière l'importance de cette victoire des mineurs.

(11 mars 1963).

Ainsi, l'Etat à qui la loi n'a conféré qu'un droit d'arbitrage en matière de conflits salariaux dans nos entreprises nationalisées, entend s'arroger les pouvoirs de décision.

Cette situation ne peut nous étonner, car elle n'est pas nouvelle : nous nous sommes déjà heurtés à des situations similaires depuis la nationalisation.

Toutefois, dans le passé, la discussion restait encore possible ; ce fut le cas en mars 1951, en septembre 1955, en novembre 1957. Lors de son arbitrage, le ministre de l'Industrie du moment avait reconnu un retard de salaire de 20 % dont 9 % furent immédiatement accordés, le paiement du solde devait être effectué par la suite, mais le Gouvernement issu des événements de mai 1958 s'y opposa.

Cette fois, les conditions sont très différentes : après avoir dessaisi du problème nos directeurs généraux et les avoir contraints au silence, sans perspective de dialogue, alors qu'au 1^{er} janvier nos salaires, en tenant compte de tous les avantages sociaux, accusaient un retard de 12 %, le Gouvernement a défini ses objectifs sans se soucier de l'évolution économique. Et c'est à 3 %, répartis sur l'ensemble de l'année, qu'il a fixé l'augmentation qu'il entend nous octroyer. Ces taux sont inférieurs aux prévisions les plus pessimistes du Quatrième Plan, puisque c'est à 4 % minima l'an que l'évolution du pouvoir d'achat est envisagée.

Alors qu'il favorise la prolifération des profits capitalistes en ne prenant aucune mesure efficace contre les spéculateurs responsables de la hausse des prix, et s'en fait au contraire le complice, c'est par la force, le chantage et la menace, que le gouvernement entend imposer ses conceptions aux travailleurs du secteur public. Les mesures autoritaires prises par le pouvoir contre les mineurs en lutte sont la preuve que c'est à une épreuve de force que la Cinquième République veut acculer les travailleurs.

Face à cette situation d'une extrême gravité, ce n'est plus désormais le simple problème des rémunérations qui est en cause, ce sont tout ensemble les problèmes des structures économiques, de la démocratie, de la liberté, qui sont posés.

C'est avec détermination, courage et sang-froid qu'il nous faut les aborder.

G. TOUROUDE

VANITÉ OU PRÉVOYANCE DE L'AMÉRICANOPHOBIE !

Anatole France dans « Monsieur Bergeret à Paris » rapporte les confidences d'un ouvrier socialiste sur les réactions provoquées au sein de son parti par le développement de l'affaire Dreyfus. A cette époque, le socialisme n'était pas encore corrompu par la pratique gouvernementale.

On ne discutait pas le principe de l'opposition au régime, on ne débattait que des voies et moyens de la Révolution sociale ! Fallait-il défendre ce capitaine juif, certainement innocent du crime de trahison ? « On le défendrait s'il était coupable, disaient quelques-uns assez rares, car alors il aurait porté atteinte à l'autorité des pouvoirs militaires et civils. Innocent, il reste notre ennemi de classe... »

« S'il faut exproprier les bourgeois, disaient d'autres, plus nombreux, il n'est pas interdit de commencer par les bourgeois juifs. »

Certes, le généreux humanisme de Jaurès emportait l'adhésion du plus grand nombre et les avertissements des marxistes de stricte obédience comme Guesde ne sortaient guère des cercles d'initiés, des conciles que l'infailibilité du pontife inaugurerait et concluait. Mais ce qui n'est pas négligeable c'est que Jaurès fut approuvé a posteriori par l'un des plus notoires représentants du bolchevisme.

Lénine cependant était, par sa formation, beaucoup plus près de Guesde que de Jaurès. Mais il s'accordait avec celui-ci, non sur « l'humanisme » bien sûr... — sur la nécessité pour le parti ouvrier de participer à cette grande bataille démocratique contre l'état-major de l'Eglise.

Le bon sens commandait de ne pas s'associer par haine du capitaine et du bourgeois à ceux qui condamnaient le Juif et qui entendaient exclure les Juifs des cadres militaires et civils de la société française.

Mais — et c'était certainement plus grave qu'un désaccord sur la tactique — l'antisémitisme n'était pas exclu de l'arrière-pensée de nombreux révolutionnaires authentiques qui redoutaient le Juif marxiste autant qu'ils méprisaient le Juif banquier... Fort heureusement, l'intuition — cette vertu suprême du stratège et du révolutionnaire — ne manquait pas aux syndicalistes qui doutaient peut-être de la bienfaisance du Juif... mais certainement pas de la malfaisance de l'antisémite (1).

(1) Cet « antisémitisme »... spontané, élémentaire de révolutionnaires authentiques semble aujourd'hui une invention inconvenante. Il a cependant alimenté la démagogie de l'antisémitisme le plus virulent : celui d'Edouard Drumont qui, dans la « France juive » s'était efforcé d'exciter les colères populaires contre le Juif, spéculateur et exploiteur. Le rôle trop spectaculaire pour ne pas être exagéré de la finance juive dans l'établissement du capitalisme avait déjà provoqué de violentes réactions de la part de maîtres éminents de la pensée républicaine : Michelet par exemple. L'irritante préférence d'intellectuels juifs marxistes orthodoxes... ou anarchistes décadents hérissait les « anarcho-syndicalistes », autant que des écrivains probes et indépendants. Qui a lu le *Jean-Christophe* de Romain Rolland ne peut en douter. Chez les militants ouvriers, cela n'alla pas au-delà de quelques mouvements d'humeur. Il y eut cependant des cas isolés de déviation qui menèrent fort loin de nous... certains qu'on aurait cru plus fermes et que l'on retrouva dans le sillage de l'Action Française ou dans les marécages de l'hitlérophilie... Expérience qui porte ses effets au-delà de l'antisémitisme... et qui devrait éclairer nos débats sur l'américanophilie...

Où veux-tu en venir, diront des amis surpris... A vous inviter simplement à remplacer *Juif* par *Américain* et *antisémitisme* par *américanophilie*...

MADRID, BERLIN ET MOSCOU

Une américanophilie qui ne mène à rien... Sous ce titre, un ami toulousain nous fournit dans l'hebdomadaire socialiste régional du 23 février 1963, des preuves nouvelles de l'hostilité carolingienne à tout ce qui est anglo-saxon et des craquements significatifs dans l'Alliance atlantique.

Il cite le transfert de la flotte de Toulon à Brest. Est-elle valable, son interprétation de cette gigantesque opération : faire face à un ennemi éventuel... occidental ? Je n'en sais rien. Mais a priori je ne la juge pas absurde. Et le rapprochement franquisto-gaulliste, synchronique de l'échec des négociations hispano-américaines (2) prend au contraire une signification évidente et incontestable.

Les desservants du culte et les rempilés de la garde impériale n'ont pas manqué d'ironiser sur les spéculations contradictoires, quant à l'arrière-pensée carolingienne...

Va-t-on s'entendre avec Madrid... ou avec Moscou?... Il faudrait choisir...

Mais non, justement le dilemme n'existe pas, Charlemagne, parce qu'il était Charlemagne pouvait être sacré par le Pape et flatté par le calife de Bagdad.

Comme on se croit Charlemagne, ou Napoléon, on peut se placer au point de convergence de lignes allant vers Madrid, Berlin et Moscou. Ceux qui sourient d'un accord implicite ou explicite entre Khrouchtchev et Franco auraient haussé les épaules, en avril 1939, comme ceux de mes amis qui jugeaient d'une grossière incécence mon hypothèse d'une alliance Hitler-Staline... telle qu'elle se réalisa cinq mois plus tard. Plaise aux intellectuels trop rationnels pour être raisonnables de soumettre le monde à leurs schémas abstraits, nous ne les entendons plus. Nous avons déjà dit qu'à Moscou on n'était germanophile que pour séparer l'Allemagne de l'Occident. On ne se rai-dirait pas dans l'antifranquisme, si Franco aidait Charlemagne à miner l'Alliance atlantique. (3)

(2) Ces relations, l'aide américaine accordée à Franco, permettent à certains de dire que les Etats-Unis ont sauvé Franco. Cela veut-il dire que Franco était perdu sans l'aide américaine ? (accordé assez tardivement et pour des raisons stratégiques) — ou plutôt qu'il fallait l'intervention américaine pour abattre Franco ? N'en discutons pas ici. Mais ce qui a retardé et quelque peu affaibli l'aide américaine à Franco, c'est justement l'opposition des syndicalistes et libéraux américains, qui n'a jamais désarmé. Pouvons-nous reprocher à cette opposition de ne pas avoir réussi, alors que notre solidarité avec les révolutionnaires espagnols reste purement verbale — alors que l'U.R.S.S. a liquidé les héroïques révolutionnaires espagnols dans le camp de Karaganda, tandis qu'elle renvoyait à Franco, avec une courtoisie chevaleresque, les restes de la brigade franquist, prisonniers de guerre...

(3) Simples hypothèses sans nul doute. Il est bien difficile de prévoir les futures opérations de Khrouchtchev qui peut aussi bien s'allier demain avec les Etats-Unis contre de Gaulle et Franco. Mais pourquoi tenter la justification idéologique de ces manœuvres successives et contradictoires ? Khrouchtchev peut être provoqué ou freiné... par pas mal de faits ou... d'impondérables... mais certainement pas par des principes socialistes ou même humanitaires.

CRISE PROFONDE DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

Nous ne nous attarderons pas ici à découvrir l'arrière-pensée politique de cette américanophilie... Ne mène-t-elle à rien ? comme le pense l'ami toulousain. Convient-il comme l'écrit Raymond Aron (« Le Figaro », 27-2-63) d'apprécier les propos d'aujourd'hui sans y chercher des résidus d'avant-hier ou des rêves d'après-demain ? Nous nous en tiendrons à notre analogie avec l'antisémitisme de 1900. Il ne fallait pas, en ce temps-là, par haine d'un capitaine et d'un bourgeois s'associer à ceux qui persécutaient le Juif... Il ne faut pas aujourd'hui céder aux séductions nationalistes en combattant les capitaux et les capitalistes américains de concert avec les représentants des monopoles capitalistes français.

Et l'on pourrait définir l'américanophilie, selon la formule appliquée par Engels à l'antisémitisme : le socialisme des imbéciles.

N'est-il pas symptomatique que l'éditorial du *Monde* du 26-2-63 soit consacré à la grande grève des journaux de New-York, qui « témoignerait d'une crise profonde due à l'évolution même de l'économie américaine » ? « Le capital déchiré par la concurrence, subissant une automation irrésistible... Les syndicats en perte de vitesse, sans parler du déclin considérable de leur prestige et des factions qui minent leur autorité... se rabattant sur les formes les plus brutales du droit au travail. » (4) Que la grève, par sa durée ne soit pas extraordinaire et insolite aux Etats-Unis... que les syndicats y prouvent leur autorité et leur solidité... que les militants syndicalistes se soient depuis longtemps inquiétés des conséquences de l'automation... que la libre concurrence entre les firmes soit plus un signe de santé qu'une preuve de décadence... que « la revendication du droit au travail émane d'une classe ouvrière jouissant dans le monde des salaires les plus élevés et des semaines de travail les plus courtes... voilà qui ne touchera guère notre éditorialiste d'un journal orienté à gauche.

Le durcissement de la lutte des classes qui justifierait notre confiance et nos espoirs n'est évoqué ici que pour déprécier le système américain et renforcer le protectionnisme franco-européen.

Les représentants de la classe ouvrière française peuvent-ils joindre leur voix au chœur et après avoir poussé — assez timidement — leur couplet particulier, entonner le refrain commun ; *Veillons au salut de l'Empire...*

UN AVERTISSEMENT « SYNDICALISTE »

Nous avons déjà posé la question dans notre dernier numéro, à propos des investissements de capitaux américains en France. « *Démocratie 63* » hebdomadaire socialiste officiel ayant examiné l'affaire avec pertinence et prouvé l'inconsistance des arguments américanophobes, publiait la semaine suivante (n° du 14-2-63), une lettre vieille d'un an adressée à *Walter Reuther*, vice-président de l'A.F.L.-C.I.O., par *René Richard*, secrétaire confédéral de F.O.

Il s'agissait d'inviter le leader américain à me-

(4) L'éditorialiste du « *Monde* », souvent plus révélateur et inquiétant que les articles de ses collaborateurs, ne craint pas, quelques jours plus tard, de mêler une pointe d'américanophilie à cette « ubuesque » histoire d'une escorte armée des pêcheurs bretons de langoustes, dans les eaux brésiliennes. C'est la passion des citoyens des Etats-Unis pour ce crustacé de luxe qui explique l'affaire. Les Brésiliens veulent chasser les Bretons, afin de garder leurs langoustes pour les Yankees. Il y a déjà le scandale du « homard à l'armoricaine », baptisé frauduleusement « homard à l'américaine ». Il est temps de se révolter contre l'impérialisme gastronomique des U.S.A.

ner campagne pour interdire les investissements américains dans l'industrie automobile française, au moins lorsqu'on aboutit à l'implantation sur notre sol de filiales des entreprises américaines. Les représentants de celles-ci auraient opposé une fin de non-recevoir aux objurgations de notre camarade et affirmé « qu'ils feraient ce qu'ils voulaient, où ils voulaient comme ils voulaient ». Ce mépris insolent appelle l'indignation et la colère. Dommage que Richard ne précise pas exactement ce qu'il demandait aux businessmen.

Car enfin, en France, les entreprises — qu'elles soient françaises ou américaines — sont soumises à la législation française, au contrôle fiscal, aux réglementations d'ordre économique, et le droit syndical y est appliqué, en principe (!?) sans limitation, les capitaux américains ne pouvant donc pas compromettre les accords réalisés au sein du Marché commun. Richard a-t-il demandé aux Américains de respecter les intérêts français ? Si oui... lesquels ? Car enfin, des intérêts peuvent être contradictoires, tout en restant français. Sinon, la C.G.T.-F.O. perdrait sa raison d'être...

René Richard craint que cette implantation de filiales américaines ne représente un péril mortel pour les entreprises françaises et condamne ainsi au chômage des millions de travailleurs. Voilà qui nous oblige à revenir sur le problème général et à examiner de plus près la situation et l'évolution probable de l'industrie automobile.

CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN

Les spécialistes financiers et économiques s'efforcent de décourager les profanes, en usant d'une terminologie hermétique et d'une syntaxe indigeste. Les éléments du problème se définissent pourtant assez simplement.

Tandis que l'expansion se poursuivait en Europe occidentale, les Etats-Unis supportaient un déficit important dans les paiements extérieurs — c'est-à-dire que les sorties de dollars excédaient les entrées. Non que la balance commerciale soit désavantageuse. Outre que les mouvements extérieurs ne représentent qu'une part assez faible dans les échanges, compte tenu des dimensions et des facultés d'absorption du marché intérieur — les exportations de marchandises dépassent toujours largement les importations. Mais la marge bénéficiaire ne compense pas les sorties de capitaux publics et privés — qu'il s'agisse d'aide aux pays sous-développés ou d'investissements en Europe.

Des experts américains et européens ont proposé leurs solutions contradictoires. Ceux-ci, en leur majorité, suggèrent au gouvernement des U.S.A. de limiter les sorties de capitaux. Ceux-là ont plutôt tendance à favoriser les exportations de marchandises.

L'administration Kennedy n'envisage pas, bien au contraire de hausser les barrières douanières afin de limiter les importations de marchandises européennes. L'exemple de l'automobile est particulièrement significatif.

En 1959 et en 1960, la production européenne d'automobiles avait connu une croissance exceptionnelle. Mais en 1961 la tendance fut renversée.

C'est essentiellement la diminution des ventes sur le marché américain qui avait provoqué un fléchissement des exportations atteignant 25 % pour la France et 24 % pour la Grande-Bretagne. Il est vrai que les syndicalistes américains s'élevaient non sans raison contre le dumping social de l'Europe — le coût de production y étant beaucoup moins élevé qu'aux Etats-Unis, parce que les charges salariales sont beaucoup moins lourdes.

Cependant, ce n'est pas en reprenant la vieille politique protectionniste préconisée autrefois par l'American Federation of Labor que l'on a lutté contre la concurrence européenne. C'est par des moyens techniques. Les fabricants américains, loin de contrarier l'attrait des voitures populaires européennes, cherchent à satisfaire le goût du public, en lançant de nouveaux modèles, en dotant les petites autos d'un confort semblable à celui des grosses voitures traditionnelles.

Mais voici que le marché américain se charge maintenant de modèles européens « grand sport ». Les fabricants américains lancent des véhicules de même catégorie (Falcon Futura de Ford, Riviera et Corvette de General Motors, Avanti de Studebaker-Packard).

C'est donc après avoir reconquis le marché américain — par le jeu de la libre concurrence — que les grandes firmes américaines ont voulu installer des filiales en Europe occidentale, et ont procédé à d'énormes investissements, surtout en Grande-Bretagne et en Allemagne occidentale.

AFFAIBLISSEMENT DE LA POSITION FRANÇAISE

Cette exportation des capitaux qui pénètrent aujourd'hui dans l'industrie automobile française est-elle nocive ?

Ce n'est pas évident. Car lors des premières démarches de la Grande-Bretagne pour adhérer au Marché commun, on craignait justement que l'ouverture de nouveaux débouchés pour l'industrie anglaise oriente vers celle-ci des capitaux américains dont on espérait l'afflux en Europe occidentale et en France particulièrement.

Ce qui est vrai c'est que la production qui, sauf en Italie et en Allemagne occidentale, avait fléchi en 1961 (baisse de 24 % en Grande-Bretagne, de 15 % au Etats-Unis, de 12 % en France) a retrouvé et même dépassé en 1962 son rythme antérieur. Il est cependant intéressant de noter que la part de la France dans la production mondiale a tendance à diminuer, car les progrès sont beaucoup plus rapides en Allemagne occidentale et en Italie. Et si les ventes à l'étranger (surtout dans les pays du Marché commun) ont sérieusement augmenté en 1962, la France exporte relativement moins que ses concurrents européens (34 % de la production pendant le premier semestre de 1962, contre 51 % en Allemagne occidentale, 43 % en Grande-Bretagne et 35 % en Italie).

Le Quatrième Plan prévoit en 1965 une production de 1.900.000 véhicules dont 860.000 seraient exportés. Les prévisions allemandes et anglaises atteignent 3 millions en 1965 dans chacun des deux pays. Une crise peut sans doute démentir ou même ruiner ces espoirs. Mais que l'expansion continue, qu'elle se ralentisse ou qu'elle soit stoppée, il semble que l'industrie automobile française se trouve dans une situation moins favorable que celle des autres pays d'Europe occidentale. Ce qui peut justifier les craintes... « américanophobes ». Les firmes américaines disposant de moyens financiers presque illimités tiendront, même dans la perspective d'une récession, alors que les maisons françaises ne pourront supporter des méventes prolongées et que leur personnel sera condamné à un chômage partiel ou total.

DIFFICULTES ET FAIBLESSES DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE FRANÇAISE

S'il s'agissait d'un marché stabilisé, avec production et clientèle invariables, l'argument ne serait péremptoire que pour les propriétaires français des entreprises, qui subiraient un manque à gagner correspondant exactement à l'augmenta-

tion des profits américains. En menant l'affaire à son terme ultime — aussi logique qu'in vraisemblable — on aboutirait à la disparition totale des raisons sociales « françaises ». Mais sous contrôle américain, ces firmes utiliseraient une main-d'œuvre française et serviraient des clients français accorderaient peut-être à ceux-là des salaires plus élevés et consentiraient à ceux-ci des prix de vente plus bas.

Mais il s'agit d'une clientèle mouvante et d'une production singulièrement variable (de 1959 à 1962, le Japon a presque quadruplé le nombre de voitures sorties de ses usines). Et à l'intérieur du Marché commun, aucune barrière douanière ne peut protéger l'industrie automobile française. Pendant le premier semestre de 1962, 103.000 voitures françaises ont été vendues dans les pays de l'Europe des Six. Par voie de réciprocité, le marché intérieur français s'ouvre aux firmes de ces mêmes pays.

Une étude publiée dans *Perspectives* (13-10-62) sous le titre « *Concurrence accrue dans l'industrie automobile* » signale les difficultés d'extension du marché intérieur français. La demande doit logiquement s'accroître, surtout si l'expansion continue. Mais elle ne pourra être satisfaite, si l'on ne résout pas le problème de la circulation et du stationnement dans les villes, si on ne remédie pas à l'insuffisance des autoroutes sur les grands parcours. « Dans ce domaine, le retard de la France est de plus en plus inquiétant. » D'autre part, le prix de l'essence (par le jeu de la taxation) culmine chez nous (97 anciens francs le litre contre 76 en Allemagne, en Angleterre et en Italie, 75 en Belgique, 57 aux Pays-Bas). Ce qui gêne sérieusement l'usage de voitures dépassant 6 CV. Aussi la moyenne annuelle des distances couvertes par une auto en France est nettement inférieure à celle des pays voisins.

A ces déficiences imputables aux pouvoirs publics s'ajoute l'autonomie des quatre grands constructeurs qui se refusent à tout effort de standardisation, à tout accord favorisant la spécialisation et limitant pour chaque firme le nombre des modèles produits. Il en résulte que, proportionnellement à des chiffres d'affaires déjà inférieurs, les firmes françaises investissent beaucoup moins que leurs concurrentes étrangères.

Pour ne prendre que quatre exemples, la Volkswagen d'Allemagne, pour un chiffre d'affaires en 1961 de 6.407 millions de NF en a investi 11,4 % ; la Fiat italienne, sur 5.058 millions en a investi 12 % ; tandis que Renault sur 2.962 millions a investi 8,2 % ; Peugeot, pour 1.939 millions en a investi 4 %.

En 1961, Renault, Citroën et Peugeot ensemble ont investi 525 millions, tandis que la Volkswagen seule a consacré 731 millions aux investissements et la Fiat seule, 610.

MANŒUVRES DE DIVERSION

Ainsi donc, tous les spécialistes s'accordent sur l'âpreté de la concurrence ouverte dans l'industrie automobile, aussi bien à l'intérieur du Marché commun que hors du Marché commun.

L'offre doit normalement croître de plus en plus rapidement. La croissance de la demande dépend du maintien de l'expansion avec hausse des revenus. Et dans les meilleures conditions elle restera inférieure à celle de l'offre.

Les insuffisances du réseau routier et l'encombrement des villes, les charges de la fiscalité bloquent presque complètement en France le développement de la circulation automobile. On va même jusqu'à dire que le plafond est atteint.

La production, même si les circonstances deve-

naient plus favorables, resterait ralentie par l'insuffisance des investissements et le particularisme des firmes.

Si l'on n'entreprend pas immédiatement les grands travaux nécessaires, si l'on ne veut pas alléger le coût de l'essence, le marché intérieur demeurera strictement limité. Et si les conditions mêmes de la production ne sont pas transformées, l'industrie française ne pourra lutter contre ses partenaires du Marché commun et perdra ses possibilités d'exportation.

Les capitaux américains n'exercent à l'origine aucune influence sur les facteurs d'une crise probable qui, en effet, réduirait au chômage une masse de travailleurs. Au contraire, comme en Allemagne, en Angleterre et en Italie, ils peuvent faciliter les transformations techniques nécessaires et le développement de la production. D'autant plus que les sociétés américaines ont reconverti sur place une importante fraction des bénéfices réalisés en Europe.

Sans doute les dividendes sont-ils, dans ce cas, encaissés par des capitalistes américains. On comprend qu'un nationaliste en soit douloureusement meurtri. Mais dans la lutte entre le salaire et le profit, c'est une question de classe qui se pose et un syndicaliste ne devrait pas plus se préoccuper de la nationalité du salarié dont il défend les intérêts que de celle du capitaliste dont il veut entamer le profit.

Seulement de ce point de vue on comprend fort bien où peut mener l'américanophilie. Et c'est là que l'on retrouve l'analogie avec l'antisémitisme de l'affaire Dreyfus. Il s'agit fort simplement de dévoyer l'action ouvrière.

LA LEÇON DE 1906

C'est que l'on s'égare quelque peu en s'imaginant que le génie... ou la mégalomanie d'un homme explique l'évolution subie depuis le 13 mai 1958. Le coup de force d'Alger n'aurait pas suffi pour abattre la Quatrième République. Le patronat avait formulé une politique qui ne pouvait être appliquée que par un Etat fort. Il s'agissait essentiellement de limiter la consommation intérieure, donc de réduire les salaires réels, afin d'assurer aux industriels français des positions confortables dans le Marché commun. Les séquelles de l'affaire d'Algérie, le maintien du plein emploi, le prolongement de l'expansion et surtout les mouvements ouvriers n'ont pas permis le succès total de cette politique.

Le régime aujourd'hui apparemment consolidé entend parachever son œuvre dite de stabilisation. Les spécialistes constatant qu'en 1962 la balance du commerce extérieur est redevenue déficitaire recommandent avec insistance d'éviter tout accroissement des charges sociales et fiscales qui pèsent sur les prix — d'autant plus qu'ils n'excluent pas l'hypothèse d'une « conjoncture défavorable en Europe occidentale ».

Nous sommes payés pour nous méfier de ce paternalisme qui veut séduire les ménagères, rassurer la petite bourgeoisie conservatrice, imposer le « juste prix », juguler « l'inflation »...

Cette panoplie un peu rouillée couvre l'ordre institué pour garantir les profits d'un capitalisme... « abrité », assuré contre les risques des transformations techniques et les menaces des revendications ouvrières. Tandis que nous écrivons ces lignes, le gouvernement qui prétendait neutraliser et même intégrer les syndicats dans l'Etat, innove dans l'arbitraire en interdisant le droit de grève aux mineurs et aux travailleurs des Services publics, ce que depuis longtemps les ministres les plus réactionnaires n'avaient pas osé concevoir.

L'américanophilie joue son rôle dans la mise en scène préparée, pour prévenir et dévoyer les

oppositions populaires, qu'une crise économique rendrait virulentes et redoutables. Aux industriels menacés par la récession et la concurrence de nouvelles techniques, aux ouvriers menacés par le chômage partiel ou total ou contraints à subir la loi du salaire maximum, on jettera en pâture les capitalistes américains parce qu'ils sont américains, comme les antisémites antidreyfusards d'avant-hier ou hitlériens d'hier lançaient des foules misérables contre les banquiers juifs, parce qu'ils étaient juifs.

Le syndicalisme révolutionnaire de 1906 avait mis un terme à la démagogie antisémite comme aux illusions dreyfusardes.

Pour que le syndicalisme de 1963 soit capable de résister au paternalisme autoritaire comme aux aberrations xénophobes, il lui suffit d'affirmer son indépendance de classe et sa vocation internationaliste.

Roger HAGNAUER

P.S. — Je ne suis pas plus américanophile que russophile ou sinophile ! Ma sensibilité n'est nullement touchée, lorsqu'on égratigne Kennedy ou lorsqu'on frappe des Américains. Je suis systématiquement contre l'américanophilie, comme je suis contre la germanophilie, la russophilie, l'arabophilie, la sinophilie, etc. Comme homme, je suis pour tous les hommes et rien de ce qui est humain ne m'est étranger. Comme syndicaliste, je suis solidaire de tous les travailleurs, quels que soient leur pays, leur race, leur couleur, leur religion ou leur idéologie.

Ce problème des investissements américains en France pose des questions actuelles, aussi des questions doctrinales. Ainsi que le mouvement inverse qui se développe : des capitaux européens aux U.S.A.

Le Monde du 5 mars 1963 et l'Express du 7 mars 1963 étudient avec une certaine objectivité les conflits provoqués par les investissements américains dans les industries alimentaires. Il s'agit en particulier de l'installation dans le Sud-Est, d'une filiale de la « Libby's » de Chicago, le troisième producteur mondial de conserves de fruits et de légumes.

Les organisations agricoles semblent hostiles. Le plus curieux c'est que l'opposition semble à la fois conservatrice et progressiste.

Conservatrice ? Il faudrait protéger les conserves français « malthusiens, routiniers, craintifs et jaloux » (Michel Bouquet, l'Express du 7-3-63), alors que les régions du Languedoc et du Bas-Rhône souffrent d'une surproduction de fruits et de légumes, que les conserves coûtent en France 40 % plus cher que dans les autres pays — que le Français consomme sept fois moins de jus de fruits que l'Américain... Grâce à son appareil commercial et publicitaire, la Libby's pourrait placer annuellement 80.000 tonnes de conserves, ce qui lui permettrait d'offrir des prix rémunérateurs aux paysans.

Seulement ceux-ci seraient réduits en fait à la position de salariés. Et le trust, ayant éliminé la concurrence pourrait imposer ses conditions. Ce sont là des objections purement conservatrices.

Mais d'autres objections ont, au contraire, un caractère progressiste. Il s'agit d'opposer l'entreprise coopérative à l'entreprise capitaliste. Si c'est possible immédiatement, on crie bravo sans hésitation. Sinon, il faudrait procéder par étapes... D'abord organiser les producteurs, pour qu'ils soient capables de résister au monopole de fait de la « Libby's ». Puis préparer la gestion coopérative de l'utilisation des fruits et légumes et de l'industrie de la conserverie.

Et si cela aboutit à l'expropriation de la « Libby's », nous ne pleurerons pas sur le sort des capitalistes américains.

Mais nous constaterons une fois de plus que c'est en passant par le capitalisme que l'on peut espérer la socialisation de l'abondance... et non la socialisation des pertes, des déficits et des misères. — R. H.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Les petits propos de M. Pompidou

On retrouve dans le numéro présenté par M. Pompidou sur les ondes dociles de la Radio-Télévision Française (le présentateur n'étant qu'un compère), tout ce qui faisait avant lui — et probablement tout ce qui fera après lui — le contenu « standard » d'un bon discours social de premier ministre : menace de l'inflation et de la fameuse « spirale » salaires-prix ; nécessité de régler l'augmentation des salaires sur celle de la production ; obligation de respecter le Plan.

On se lasse un peu de répondre à de tels propos. Il faut tout de même essayer de mettre un peu de clarté dans cette confusion entretenue. La méthode consiste à isoler chaque proposition de base ; celle-ci par exemple : les salaires ne peuvent augmenter davantage que la production. Voilà un énoncé qui paraît sans réplique. On en fait un grand usage, même parmi les économistes qui « conseillent » les secrétaires syndicaux. Si la production augmente de 5%, alors les salaires ne peuvent augmenter de plus de 5%. C'est l'évidence. Pourtant, si l'on y regarde de plus près, on découvre vite que cela ne signifie absolument rien.

D'abord, qu'est-ce que la production ? Qu'est-ce qui est compris là-dedans et comment cela est-il évalué ? Voilà déjà pas mal d'embarras. On appellera produit national brut la valeur de tout ce qui est produit dans une année, dans l'agriculture et l'industrie, dans les secteurs primaire et secondaire. Ce n'est déjà pas tellement facile, parce qu'il ne faut pas compter deux fois le même produit, il faut seulement tenir compte de la « valeur ajoutée » à chaque stade de la production. Autre question : faut-il y inclure la valeur des « services », ce qui serait la « valeur ajoutée » par le secteur tertiaire, par un commerçant par exemple, ou par un colonel, ou par un policier ? Vous voyez déjà que la question se complique bougrement ! Et puis, bien entendu, il faut que les productions soient évaluées dans une monnaie de compte constante, sans cela comment voulez-vous comparer des valeurs mesurées avec une monnaie fondante, comme un mètre de charpentier qui rétrécirait pendant qu'on s'en sert ?

Supposons toutes ces difficultés surmontées (et elles ne le sont pas). Il faut retirer du produit national brut ce qu'on appelle les amortissements. L'appareil de production s'est usé au cours de l'année ; il faut au moins le reconstituer en valeur, tel qu'il était au point de départ. Vous avez ainsi le produit national net. C'est cela que vous allez répartir et que l'on va appeler alors le revenu national. Là-dessus l'Etat va d'abord prélever sa part, pas loin de 30% du tout (je dis bien : 30%). Nous y reviendrons. Le reste sera réparti entre la masse des salaires (hormis les fonctionnaires payés par l'Etat et qui sont compris dans la première part), la rémunération du capital (ou ce qu'on appelle ainsi, car nous savons qu'il y en a déjà une fraction camouflée dans la masse des salaires), et enfin les investissements (en dehors des investissements d'Etat compris dans la première part). Ces derniers sont aussi, dans une large mesure, une « rémunération du capital ». On ne le remarque pas assez. Quand les investissements augmentent le capital d'une entreprise, croyez-vous que la valeur

des actions n'augmente pas, ou bien — ce qui revient au même — qu'on ne distribue pas d'actions gratuites ?

On voit déjà que si le produit national net (ou revenu national) augmente de 5%, vous pouvez très bien augmenter une de ces parts de plus de 5%, pourvu que vous augmentiez moins une autre part. C'est effectivement ce qui se passe, avec cette remarque importante que ce n'est jamais la part des salaires qui est favorisée ! Il y a bien d'autres remarques à faire. D'abord celle-ci : l'augmentation de la production globale peut être le résultat d'une main-d'œuvre plus nombreuse, ou employée pendant un plus grand nombre d'heures. Dans ce cas, il est bien clair que l'augmentation correspondante de la masse des salaires ne traduit nullement une hausse réelle de la rémunération de l'heure de travail.

Et voici la remarque à mon avis fondamentale : tout ce qui se produit n'est pas mangeable, ni même consommable immédiatement ou à court terme. Il y a même des produits de l'industrie, dont la valeur compte dans la production globale, et qui — espérons-le — ne seront jamais consommés. Considérez par exemple une fusée bien belle et bien chère. Dites-vous bien que la valeur de cette fusée entre dans le produit national. Des salaires seront distribués à l'occasion de sa fabrication, aux différents stades. Mais ces salaires se reporteront sur la demande de marchandises consommables. Vous voyez comme moi la source d'inflation que sont ces investissements de Prince. Aucun premier ministre, aucun technocrate, aucun économiste-maison ne parle beaucoup de cette source évidente d'inflation.

Je vous ai raconté tout cela pour vous édifier sur ce que valent réellement les arguments savants de ceux qui, paternellement, conseillent à la classe ouvrière patience et courage. Le plus fort, c'est que souvent, ils parlent en même temps d'une « meilleure répartition du revenu national ». Alors, s'il doit y avoir meilleure répartition il faudra bien qu'une part — en l'occurrence celle du travail — augmente plus que les autres. Sinon, vous nous racontez des histoires, messieurs les éminents planistes !

**

M. Pompidou a trouvé en face de lui un adversaire qu'il n'attendait peut-être pas, qu'en tout cas nous n'attendions pas. M. Rueff, lui-même ! Ce fut le grand conseiller du nouveau règne (et c'est une éminence grise du grand capitalisme). C'est à ce dernier titre que sa prise de position est intéressante. Voilà donc que M. Rueff a découvert que l'inflation actuelle n'était pas due aux augmentations de salaires, mais à l'excédent de devises sur le marché français. C'était, en quelque sorte le revers de la médaille. Je ne sais pas ce que vaut cette opinion au fond. Mais je puis vous jurer que c'est la première fois que M. Rueff ne rend pas les salaires responsables de l'inflation. M. Rueff est un économiste « classique » qui, dans les années 30, « démontra » (je veux dire qu'il prétendit démontrer) que c'était à cause des indemnités de chômage que le chômage s'entretenait et s'accroissait ! M. Rueff est certainement un allié peu sûr. Mais cette étonnante intervention pourrait peut-être indiquer que le pouvoir de l'Empereur va aussi avoir des ennus du côté du capitalisme (l'ingrat !).

Disons maintenant quelques mots de ce respect sacro-saint du Plan que M. Pompidou a invoqué, en s'appuyant sur le fait que le Plan avait été élaboré avec les organisations syndicales (vous voyez l'allusion). Les technocrates voudraient nous faire croire que le Plan est une construction parfaitement scientifique. Nous venons de voir que les données globales sur lesquelles il est construit prêtent au moins à discussion. Tout au plus ont-elles une valeur indicative et faut-il les prendre pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des approximations assez grossières. Les planistes ont des difficultés quand ils se heurtent à la réponse des choses (et quand les choses répondent mal, on ne peut les mettre en prison). Elles ne répondent pas mieux quand le Plan est impératif et l'Etat omnipotent. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas de plan ; cela veut dire qu'il est un instrument qui, même si on le perfectionne, ne doit jamais devenir un maître. Il est bon que les faiseurs de plans rencontrent sur leur route, non seulement les obstacles des choses, mais ceux que leur opposent les hommes. Les mineurs veulent gagner davantage, et vous ne l'aviez pas prévu dans votre Plan. Eh bien ! c'est votre Plan qu'il faut changer, et non sacrifier les hommes. Que les mineurs continuent d'avoir la conscience tranquille ! En revendiquant, ils ne sont à aucun moment des freineurs du progrès économique. Celui-ci ne nous intéresse que s'il s'accompagne de progrès social. En ce sens, le mouvement des mineurs aura été un facteur d'accélération. La classe ouvrière devra beaucoup à leur courage et, certainement aussi, l'expansion économique générale.

La part de l'Etat ou la part du fauve

Je viens de dire que l'Etat prélevait quelque 30 % du produit national. J'ai exagéré. C'est 28 % qu'il fallait dire, si j'en crois une étude publiée dans le supplément économique du « Monde », le 10 mars. En un an, cette galette nationale (entendez : celle dont dispose l'Etat) a augmenté de plus de 10 % en valeur absolue. Vous me direz : mais il y a aussi des salaires là-dedans. Le malheur, c'est que les dépenses de personnel n'ont à peine augmenté que de 5 % ! Quelle est la plus grande mangeuse à ce banquet de l'Etat ? Ne cherchez pas : c'est la défense nationale et la police, à peu près le quart de l'ensemble, bien plus que l'enseignement qui n'a droit qu'à 17 %. Le rédacteur du « Monde » écrit :

« Cette fonction militaire et policière de l'Etat est presque deux fois plus coûteuse que sa fonction civile traditionnelle. Les tâches d'administration générale du pays, de justice, de diplomatie, d'amortissement de la dette publique et même d'aide aux pays étrangers alliés — ou clients — de la France, ne coûtent en effet au total que 12,7 milliards de francs, à peine la moitié des dépenses militaires et de police et moins du septième des dépenses publiques. »

Depuis cinq ans, alors que les prix ont augmenté (officiellement) de 20 % environ, les dépenses de police ont augmenté de 85 % et les dépenses militaires de 40 % ! Or, il y a cinq ans, la guerre d'Algérie en était à son point culminant, et l'Empereur accédait au pouvoir.

Le bon M. Pompidou n'a pas fait état de ces dépenses somptuaires. Il faut qu'il soit bien entendu que ce sont « les gueules noires » qui sont responsables de l'inflation !

Nouvelles précisions sur l'accord Renault

Dans notre dernier numéro, nous avons donné une information complémentaire sur les à-côtés

de l'accord Renault : un article de notre camarade Alexandre Hébert, une opinion du journal patronal « L'usine nouvelle » et une réponse de la section F.O. de la Régie Renault. Dans son bulletin de janvier, la section syndicale Force Ouvrière Renault a publié une nouvelle mise au point qui nous semble rejoindre le point de vue de Hébert et qui constitue, en tout cas, un élément indispensable pour une juste appréciation de l'accord Renault. Voici cette mise au point :

Quatre semaines de congés payés au lieu de trois représentent un avantage que les travailleurs de chez Renault apprécieront cet été.

C'est la satisfaction d'une revendication syndicale déposée depuis longtemps et c'est pour cette raison que les représentants de « Force Ouvrière » ont signé l'accord 1963. Celui-ci apporte également d'autres améliorations par rapport à l'accord précédent.

Ceci dit, et il est certes important de le dire, il faut ramener les choses à leurs justes proportions, et pour y voir clair éliminer la campagne publicitaire dont Renault a fait l'objet, par une série d'interprétations, parfois de mensonges, venant par tous les moyens d'information.

Au total les cinq jours que nous venons de gagner représentent la valeur de moins de 2 % d'augmentation de salaire. Compte tenu de l'économie réalisée en supprimant la désorganisation des semaines du départ et du retour de vacances, on peut estimer les frais de la direction à 1 % de la somme des salaires. On mesure mieux ainsi l'importance du « sacrifice ».

Par contre, ce qui apparaît de plus en plus avec la mobilisation de la radio, de la télévision, de la presse quotidienne et hebdomadaire, c'est que la quatrième semaine accordée chez Renault sert de prétexte au camouflage d'une vaste mystification « en douceur » de l'ensemble des travailleurs et de leurs syndicats.

On vient d'apprendre par le ministre du Travail, M. Grandval, que le Gouvernement avait « favorisé et encouragé les négociations chez Renault ». Mais les intentions dites « sociales » du Gouvernement ne s'arrêtent pas là. Il souhaite aussi voir s'établir de « meilleurs » rapports entre patrons et ouvriers par l'association Capital-Travail ; il travaille à faire entrer les syndicats dans un Sénat économique pour les paralyser par assimilation ; il préconise la multiplication des accords d'entreprise au lieu d'inclure dans la législation ouvrière les avantages obtenus.

Toutes ces mesures, il faut le dire dès maintenant, préparent les conditions d'une exploitation accrue des travailleurs en supprimant à ceux-ci et à leurs organisations syndicales toutes possibilités de résistance.

L'insistance avec laquelle la direction Renault est revenue sur sa proposition d'article 34 prévoyant les conditions avantageuses accordées aux syndicats « signataires » de l'accord, ainsi que le contenu initial proposé avant même l'ouverture des discussions (contenu de la motion préalable), montrent assez bien que ses préoccupations étaient plus de ce côté que de celui des quatre semaines.

Un fait positif qui n'est pas signalé, et pour cause, par la presse et la radio, c'est que les organisations syndicales Renault ont repoussé ces propositions d'association de la direction et que rien ne figure à ce sujet dans l'accord.

En conclusion, Force-Ouvrière Renault dit aux travailleurs de l'usine : « Prenons sans hésiter les quatre semaines de congé, considérant que c'est seulement une petite partie de ce qu'on nous doit, mais ne marchons pas pour le reste et prévenons l'opinion qu'un mauvais coup se prépare

contre la classe ouvrière et ses organisations, sous la couverture des éloges de l'accord Renault et de l'usine pilote. »

Que faire dans cette situation? D'abord, s'opposer au bluff d'où qu'il vienne. Le Gouvernement bluffe et on comprend ses intentions, mais pourquoi la C.G.T. doit-elle bluffer dans l'autre sens? Peut-être pour justifier ses déplorables et démoralisatrices grèves tournantes? Mais en arriver à dire que les ouvriers de chez Renault ont fait reculer le pouvoir gaulliste, c'est dangereusement tromper le monde dans une période où il va devenir important de mesurer ses forces. La C.F.T.C. elle aussi, ne contribuait-elle pas à cette mysti-

fication en proclamant sans réserve les louanges de l'accord? La résistance sera possible par le regroupement des travailleurs dans les syndicats libres et par une décision nette de ne participer à aucune forme d'intégration dans les organismes gouvernementaux ou patronaux.

Pas de participation à la Chambre Economique et Sociale actuellement en projet, ni aux autres instruments de bonne entente pour obtenir plus de travail pour le même prix.

C'est à ces conditions que pourra reprendre une action sérieusement organisée, seule façon d'être efficace pour faire aboutir la liste de nos revendications.

R. G.

LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

VERS L'ÉPREUVE DE FORCE

En épilogue d'un hiver rigoureux, la situation sociale se tend.

Nous écrivions dans la R.P. de mars 1962 : « Quand le problème algérien sera résolu, de Gaulle se trouvera face aux véritables problèmes, ceux de l'économie et de la justice sociale, mais connaissant l'homme, l'épreuve de force est inévitable entre lui et la classe ouvrière ».

En ce mois de mars 1963, cette heure a-t-elle sonné? Ce n'est pas sûr, mais si le conflit minier s'aggrave, les rapports entre la classe ouvrière et le pouvoir gaulliste risquent fort d'être modifiés. Si les mineurs font plier de Gaulle, les travailleurs retrouveront une nouvelle confiance et leur pression revendicative grandira dans le temps. Si c'est de Gaulle qui brise le mouvement, le mythe du « régime social » s'effacera et le prestige de « l'homme providentiel » ne cessera de décroître jusqu'à ce que la déception mûrisse la revanche des travailleurs.

L'isolement de la France après la fameuse conférence de presse du Général, l'impopularité de l'effort financier pour la force de frappe, le mécontentement des rapatriés, l'indignation provoquée par la hausse abusive des prix, la volonté d'obtenir la quatrième semaine de congés, sont autant d'éléments qui renforceront le combat des travailleurs, si les centrales l'engagent, tout en évitant les pièges du pouvoir.

Le syndicalisme libre a une belle partie à jouer pour s'affirmer, s'il sait vaincre ses réticences anti-communistes, sans se laisser déborder par les hommes du parti. Aura-t-il l'audace de croiser le fer et insuffler la confiance nécessaire à ses militants pour engager cette lutte? L'avenir nous le dira prochainement.

POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE

— Tiens ! l'inflation ? Haro ! non sur ses responsables, mais sur celui qui est victime.

La hausse des prix n'est pas un phénomène nouveau, c'est même un phénomène inhérent aux économies de croissance et sans doute, nécessaire. Mais dès qu'elle dépasse certaines limites (4% par an semble être un taux normal), elle est accompagnée de troubles économiques et sociaux. Nous entrons dans une de ces phases, ce qui explique pourquoi les maîtres et soutiens du régime se mettent en état d'alerte.

Sur la base 100, le 30 juin 1957, l'indice des 250 articles, celui qui exprime le plus fidèlement, ou le moins mal, l'évolution du coût de la vie, est passé de 111 fin 1957 à 145 en 1962, et la hausse a été particulièrement sensible pour les produits de base, ceux qui constituent l'essentiel de la consommation des salariés payés au tarif : indice

146 pour les aliments et boissons, 126 pour le linge et l'habillement, 148 pour les loyers. Et il s'agit bien d'une tendance générale, puisque, de 165 au début de 1958, l'indice des prix de gros est passé à 190, celui des seuls produits industriels allant de 167 à 193.

A souligner que les produits importés sont en baisse (1,2%).

Si l'on s'en tient aux indices officiels des 3 dernières années, le prix de détail a subi des hausses de 3,6% en 1960, 3,3% en 1961 et près de 4,8% en 1962 (prévisions).

Pour ce qui est des salaires, le salaire horaire aurait été relevé de 9% en 1962 tandis que l'indice de la production intérieure brute augmentait de 6,3%. La voilà, la cause de l'inflation, hâte-t-on de crier en haut lieu. Non, car les salaires, si le taux de 9% est exact, n'ont en réalité été relevés que de $9 - 4,8 = 4,2\%$, si l'on tient compte de la hausse du coût de la vie telle que l'exprime l'Institut national (INSEE). Or il est permis de douter de la valeur des indices, de celui des 179 articles surtout, qui, en janvier nous a apporté la preuve que le coût de la vie avait baissé.

L'augmentation générale de la consommation a pu être quelque peu supérieure à celle de la production. Les comptes rectifiés de la nation donnent 6,3, d'augmentation de la production industrielle en volume, 7,4% d'augmentation pour les investissements, 6,6 pour la consommation. Pas de chiffres pour l'augmentation des stocks qui a été importante. Le surcroît de dépenses sur la valeur de la production, ne provient donc pas du salarié qui a dû s'imposer des restrictions pour les consommations de base quand le loyer, les pommes de terre, le vin... ont augmenté (ça c'est une vérité facile à vérifier); il provient plutôt des patrons qui ont développé leurs moyens de production par l'autofinancement qui se répercute sur les prix et qui ont accumulé les stocks; il provient aussi des 80.000 Français d'Algérie qui ont beaucoup dépensé et peu produit; et il provient de l'Etat qui a augmenté sa force de frappe, et toutes autres consommations de biens inutiles ou nuisibles.

Les responsables de l'inflation, puisqu'il faut appeler cette hausse des prix par son nom, nous les trouvons donc à la tête de l'Etat et de l'économie; mais ces responsables — ou profiteurs — de l'inflation, ne veulent pas avouer leurs erreurs ou laisser penser qu'ils ont pu profiter de ce mal qui, tout à coup, jette un certain désarroi; alors ils se retournent vers ces pelés, ces galeux d'où venait tout le mal, vers les salariés; ceux qui, en grande majorité, ont été victimes de l'inflation, ceux que l'inflation a obligés à serrer la ceinture de plusieurs crans quand il s'agissait de satisfaire les besoins les plus élémentaires. Les responsables, les voilà ! Et comme ils ne sont pas contents, que non seulement ils ne veulent pas reconnaître des torts qu'ils n'ont pas, mais qu'ils réclament des rajustements justifiés comme les mineurs, alors

on les menace de réquisition, on s'en prend à ce droit acquis il y a 99 ans : le droit de grève. Charles le Grand, pour marquer sa volonté de faire de 1963 une année sociale, va limiter un droit reconnu par celui que les communards de Saint-Etienne appelaient : le sacripan Moustache III et à qui ils avaient répondu non en grande majorité au plébiscite de 1870.

Bien sûr, Charles le Grand va prendre d'autres mesures, mais bien plus spectaculaires qu'efficaces.

Il est question, en effet, de restreindre les facilités bancaires aux entreprises pour les inciter à ne pas céder aux revendications ouvrières au sujet des salaires et à ne pas stocker. Il y a là plus une intention d'enrayer le mouvement revendicatif ouvrier qu'un moyen d'agir sur les prix.

On renouvelle la comédie qui consiste à demander à ces messieurs de la confédération nationale de la boucherie de bien vouloir faire baisser les prix de la viande qui ont été relevés alors que les prix à la production étaient stationnaires ou en baisse. On sait ce que ça donne.

On réduira les droits de douanes (sur les choux-fleurs, les salades, les oranges), on importera des moutons..., on fera baisser les appareils ménagers par détaxe fiscale, on fera baisser le mazout... toutes mesures sans efficacité durable, alors qu'il s'agit d'enrayer une tendance bien précisée, générale, non saisonnière.

On a même laissé entrevoir un traitement fiscal particulier aux commerçants qui s'imposeraient une compression de leurs marges bénéficiaires. Qui pourrait le constater ?

Tout cela n'est pas sérieux. Monsieur le Général, vous faites ou faites faire de la bien petite stratégie. Dans cette guerre des prix qui est un aspect de la guerre des classes, vous avez pris position, mais du côté des responsables et des profiteurs de la hausse des prix pour écraser encore les victimes de cette hausse. Vous avez pris parti pour les forts qui s'enrichissent contre les faibles qui se privent. Heureusement, les faibles ont encore des crocs.

LA LUTTE POUR LA REDUCTION DE LA SEMAINE DE TRAVAIL

Notre camarade Charlot (de F.O.) a présenté un rapport très documenté et persuasif sur la réduction de la journée de travail, au Conseil économique et social. Il a été soutenu par notre ancien préfet Monjauvis (C.G.T.) et par notre ami Mathevet (C.F.T.C. de la Loire) qui a souligné que l'accroissement de la productivité avait été acquis au prix de l'augmentation de la fatigue des travailleurs, ce qui justifiait une réduction du temps de travail.

Ils ont eu contre eux les technocrates de la Commission de la main-d'œuvre du Plan qui estiment

qu'une telle mesure « serait particulièrement dangereuse » ; même les économistes qui se rangent d'habitude à gauche : Dumontier, Sauvy, à côté du libéral Rueff cher à Pinay ; les chefs d'entreprises, les agriculteurs ; en tout 62 contre, opposés aux 66 oui des syndicats ouvriers, des associations familiales, des jeunes agriculteurs, Paul Bacon et Eugène Thomas et le président des patrons chrétiens (M. Aumonier). Il y a eu 42 abstentions, dont les représentants des artisans, du groupe des coopératives et des entreprises nationales.

Une drôle d'assemblée que ce conseil économique et social ! Que peut-il en sortir de bon ?

BRAVO, CAMARADES ITALIENS

Votre union et votre ténacité au cours de ces derniers mois, imposant au patronat une perte équivalente à 42 jours de grève, vous a valu la victoire.

Une grande victoire sur trois plans :

1) Un accord qui coûte 30 % au patronat ; minima augmenté de 12 % dans l'automobile, l'aéronautique, la sidérurgie, la mécanique et l'électricité ; 10 % dans la mécanique générale d'ici le 30 juin 1964, puis 11 % ; 10 % pour les fonderies et pour les travaux sur chantiers. Deux augmentations de salaires de 1,5 % dans l'année, avec améliorations apportées à la rémunération des jeunes salariés, aux primes pour travail extraordinaire, pour rappel sous les drapeaux ou pour le congé maternité.

2) Une réduction progressive de la durée du travail en quatre étapes (février 1963, janvier 1964, janvier 1965, juillet 1965) : les horaires seront abaissés à 43 h. dans la sidérurgie ; à 44 dans l'automobile et l'aéronautique ; à 45 1/2 dans la mécanique, l'électricité et la fonderie ; à 46 h. sur les chantiers.

3) la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise, avec droit d'affichage libre, 6 heures par mois de délégation payées aux délégués syndicaux, à l'extérieur de l'usine. Le syndicat sera appelé à discuter de l'organisation du travail, du travail aux pièces, des horaires, des qualifications, de la prime de production... qui, auparavant étaient imposées par la direction.

Au lieu d'une seule convention collective pour l'ensemble de la métallurgie, il y en aura plusieurs, correspondant aux sept secteurs de cette branche industrielle : sidérurgie automobile et aviation, mécanique électrique, mécanique générale, fonderie, travaux sur chantiers.

Le principe : à travail égal salaire égal est admis, pour les hommes, les femmes et les mineurs.

De tels succès devraient redonner confiance à ceux qui doutaient de la valeur et de la portée sociale de l'action syndicale. Le syndicalisme ne se contente pas de revendiquer ; il affronte les problèmes d'organisation du travail et oppose ses solutions à celles de ses maîtres. Ça c'est de la vraie manifestation de conscience de classe, différente de celle qui consiste à répéter des formules détachées d'œuvres qu'on n'a pas assimilées, ni même lues.

Après les cent jours de grève des typos new-yorkais

La lutte sur le front du travail est de tous les jours et se poursuit sous toutes les latitudes.

C'était hier les typos new-yorkais qui, durant plus de trois mois, mettaient en échec toute la presse quotidienne de la grande cité américaine.

Ce sont aujourd'hui les mineurs français dont le bloc solide fait échec à la réquisition de l'Etat-patron.

Il peut être utile en la circonstance de rapprocher ces deux événements et de mettre en parallèle les moyens dont disposent les travailleurs de ces deux démocraties du bloc occidental dans leurs luttes respectives.

Ainsi, tandis que les mineurs de ce pays, malgré tout l'effort de solidarité matérielle qui pourra se manifester à leur égard, ne toucheront que des allocations réduites, très éloignées de leur rémunération habituelle, on ne saurait trop louer les

organisations américaines de savoir se prémunir contre les aléas de ce genre, ce qui a permis au syndicat des typographes d'attribuer à ses adhérents, durant les cent jours de grève, 97 dollars par semaine tandis que l'Etat de New-York leur versait une indemnité hebdomadaire de chômage de 50 dollars. Ils recevaient ainsi, à peu de chose près l'équivalent de leur salaire normal.

Combien de temps auraient-ils encore pu tenir dans les mêmes conditions ? Nous l'ignorons. Ce que nous savons, c'est que près de trois millions de dollars (un milliard et demi de nos anciens francs) ont été versés aux grévistes. On chercherait en vain dans notre pays, constamment secoué par les luttes sociales, mais ravagé par les luttes intestines, une organisation syndicale, voire une centrale pouvant disposer d'un tel trésor de guerre alors qu'au lieu des fortes cotisations qui

permettent aux syndicats américains un soutien efficace de leurs batailles revendicatives, elles en sont réduites à faire de la surenchère à rebours en abaissant le taux des cotisations pour le racolage d'adhérents de plus en plus réticents.

On peut, d'autre part, mesurer le degré de démocratie, partant, de liberté d'expression existant dans l'un et l'autre pays, en comparant le monopole de l'information dirigée que s'octroie l'Etat français et qui permet au premier ministre Pompidou de fausser le jugement de l'opinion du Français moyen par une interprétation unilatérale et tendancieuse, à la télévision, des causes et du déroulement du conflit, aux possibilités qu'offre la télévision américaine où l'on voit à égalité le représentant des employeurs et celui des syndicats présenter leurs points de vue respectifs.

Bref, quelles que soient les déductions et la leçon que chacun peut tirer de ces constatations, il n'en reste pas moins que si le compromis qui est intervenu entre le patronat de la presse new-yorkaise et les typos, et qui met fin au conflit, ne constitue pas une grande victoire ouvrière, il leur apporte cependant des avantages non négligeables. Le nouveau contrat collectif, d'une validité de deux ans, prévoit une augmentation du salaire hebdomadaire de 12 dollars 27 (6 dollars 51 la première année, 5 dollars 76 la seconde année) et la réduction de la semaine de travail à 35 heures pour tous. Les négociations se poursuivront d'ailleurs dans les jours qui viennent concernant certaines questions complémentaires telles la durée des congés payés et les garanties réclamées par les syndicats adhérant à l'*International Typographical Union* à propos de la participation des ouvriers à la productivité décou-

lant de l'automation. Aux Etats-Unis plus que partout ailleurs — et particulièrement dans la presse — l'introduction des nouvelles techniques met en péril la sécurité de l'emploi et l'exemple de la vigilance de nos camarades qui s'affirme à cet égard ne saurait être négligé par les travailleurs du Livre en France, qui ne tarderont pas à se trouver, eux aussi, aux prises avec des difficultés accrues.

Observons enfin que le facteur qui fut déterminant pour la fin du conflit fut la brèche ouverte dans la défense patronale. En effet, tandis que les typos new-yorkais poursuivaient leur mouvement dans l'unanimité, des tiraillements agitaient depuis plusieurs semaines le clan des employeurs et finalement l'un des journaux le *New-York Post*, dont l'existence était gravement menacée par la prolongation de la grève, rompait l'accord de solidarité en démissionnant de l'Association des propriétaires de journaux et reprenait sa publication avec un tirage chaque jour grandissant. C'est alors que les pourparlers devaient se ressentir de cette défaillance et amener les puissants trusts de presse à composition.

Pendant le travail ne reprendra que lorsque auront abouti les négociations engagées avec d'autres catégories syndicales : les clicheurs, les ouvriers des messageries et de l'héliogravure que les incidences de la grève avaient amenés à se ranger aux côtés de leurs camarades typos. Mais ce n'est plus maintenant qu'une question de jours et l'on ne peut que se féliciter que l'action tenace des travailleurs new-yorkais de la presse ait permis ce résultat.

Nicolas FAUCIER.

Avant... et après la mort de Staline

LES VARIATIONS DE KHROUCHTCHEV

Le cahier N° 2 (mars 1963) de la Commission pour la vérité sur les crimes de Staline publie deux déclarations de Khrouchtchev. La première est de décembre 1949 :

« Si toutes les républiques de l'URSS apparaissent aujourd'hui à la face du monde, en plein épanouissement de leurs forces matérielles et intellectuelles, elles sont redevables à la doctrine géniale de Lénine et de Staline, à la direction éclairée du camarade Staline. Aussi, est-ce avec le plus vif sentiment d'affection et d'amour filial que les peuples de notre pays appellent le grand Staline leur père, leur grand chef et éducateur génial... Fort de l'expérience historique acquise dans l'édification du premier Etat socialiste multinational du monde, le camarade Staline a développé et enrichi la théorie marxiste-léniniste dans la question nationale... Tous les peuples frères de notre pays examinent avec un sentiment de fierté nationale, les grandes transformations qui se sont opérées sous la direction du Parti de Lénine et de Staline, au sein de l'URSS, en s'appuyant sur l'amitié stalinienne des peuples. C'est ce que montre clairement l'exemple de l'Ukraine soviétique, comme du reste celui de toute autre république de l'URSS. »

Cela, c'était trois ans avant la mort du « père, grand chef et éducateur génial », au temps de « l'amitié stalinienne des peuples » ! ! Et voici du même Nikita Krouchtchev, en février 1956, trois ans après la mort de Staline :

« D'autant plus monstrueux sont les actes dont Staline fut l'inspirateur et qui constituent des vio-

lations brutales des principes léninistes fondamentaux de la politique des nationalités de l'Etat soviétique. Nous voulons parler des déportations massives de peuples entiers, y compris tous les communistes et komsomols sans exception ; ces mesures de déportation n'étaient justifiées par aucune considération militaire. Ainsi, dès la fin de 1943, quand se produisit une brèche sur tous les fronts de la grande guerre patriotique au bénéfice de l'Union Soviétique, la décision fut prise et mise à exécution de déporter les Karatchais des terres sur lesquelles ils vivaient. A la même époque, fin décembre 1943, le même sort advint à toute la population de la République autonome des Kalmouks. En mars 1944, tous les Tchétchènes et tous les Ingouches ont été déportés et la République autonome tchéchène-ingouche liquidée. En avril 1944, tous les Balkars ont été déportés dans des endroits très éloignés du territoire de la République autonome kabardo-balkare et la République elle-même fut rebaptisée République autonome Kabarde. Les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient trop nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. Sinon, ils auraient été déportés eux aussi. »

Mais voici qu'en 1963, sept ans après le vingtième congrès et un an et demi après le retrait du corps du dictateur du mausolée de la Place Rouge, Khrouchtchev revise à nouveau son jugement. Et l'inspirateur des actes les plus monstrueux redevient « un marxiste dévoué à la cause de la révolution et qui a défendu les principes léninistes face

à toutes les oppositions. »

La bombe en Atlantique !

De J. PERA :

Décollant d'un navire venu de Toulon, près de la Turquie, un avion pouvait peut-être arriver jusqu'à la côte russe, près de Sébastopol par exemple. Ce n'était pas totalement impossible. Mais ça l'est si le porte-avions est à Brest.

De Gaulle ne pouvait mieux s'y prendre pour faire comprendre à Khroutchev qu'il n'entend pas se battre contre lui. Par contre, Brest créera un bon souci aux amirautes anglaise et américaine. De Gaulle retrouve ainsi la conduite politique où il se complait : se dresser principalement non contre l'adversaire, mais contre les alliés. Pendant la guerre, tout en contribuant fort peu aux opérations effectives de libération, il s'est rendu odieux à Churchill et à Roosevelt. Le seul général français (Giraud) qui ait pris position contre l'adversaire commun a été traité par lui en ennemi. Et aucun gaulliste n'a tué Darlan tant que celui-ci fut bien vu à Berchtesgaden.

A propos de planisme...

De Jean DUPERRAY (de la Loire) :

La discussion d'Hagnauer avec « l'Ecole Emanicipée » est des plus utiles. Elle aboutit à mettre le doigt sur une constatation primordiale. Il est des révolutionnaires essentiellement « planistes » qui recherchent l'instauration d'une planification impérative. Il est des révolutionnaires qui recherchent l'instauration d'une décentralisation économique et d'entreprises autonomes alignant leurs réalisations dans le cadre d'un plan commun d'orientation économique. On pourrait dire que les uns voient d'abord dans le socialisme la solution du désordre économique capitaliste qu'ils croient être le mal primordial. On pourrait dire que les autres croient que le mal primordial c'est l'exploitation de l'homme par l'homme et que celle-ci se manifeste sur le plan de la production, et dans l'entreprise, expression de l'exploitation capitaliste, à l'échelle où l'intervention est possible. Ils croient aussi, ces derniers, que l'expression sociale de l'exploitation de l'homme par l'homme et que celle-ci se manifeste sur le plan en conséquence que le « plan impératif » ne peut qu'augmenter la rigueur de l'exploitation.

Nous devons avec les révolutionnaires nous dresser contre des conceptions que nous sentons percer dans certaines des questions posées par exemple par nos camarades F.O. de la Loire. Il est par contre des réformistes conséquents, dans la mesure même où ils ne sont pas prêts à s'embarquer pieds et poings liés dans la galère du planisme centralisé et imposé, même dans une société prolétarienne, et auxquels nous devons alors nous allier pour sauvegarder l'essentiel : « L'indépendance de classe du prolétariat » y compris contre le Plan Monumental de n'importe quel capitalisme d'Etat.

Nous pensons que n'importe quel planisme impératif où l'autonomie des entreprises ne joue plus ne peut être que celui d'un capitalisme d'Etat, quels que soient les promoteurs originels d'un tel planisme. Nous pensons qu'un tel planisme où l'autonomie des entreprises ne joue plus, ne peut pas assurer la base économique d'une liberté suffisante pour que l'autonomie syndicale, l'autonomie de classe du prolétariat puisse y être maintenue.

Cela explique nos oscillations entre les révolutionnaires planistes impératifs et les réformistes

« planistes souples », même si notre jargon amuse les spécialistes.

Car, encore une fois, il est effarant de constater par exemple que des camarades mettent sur le même plan les problèmes syndicaux dans une entreprise et ceux des rapports avec la technocratie étatique de l'actuelle monarchie capitaliste. Il est effarant de les entendre parler des rouages économiques dont la classe ouvrière aurait à s'emparer en ne les considérant que sous l'angle des rouages économique-politiques tels que la société capitaliste-monarchiste les structure, les construit, puis les propose actuellement. Il est effarant qu'on ne puisse même imaginer aucune autre possibilité. Entre autres, celle du renversement de la conjoncture en remettant la pyramide sur sa base, comme le proposait Marc Serratrice, des métallos de Grenoble, c'est-à-dire à partir du rôle du syndicalisme dans les entreprises et de l'implantation de conseils ouvriers.

La « Révolution Proletarienne » et son histoire se situent à la croisée des deux courants que nous venons de définir et qui comprennent tous deux, leurs « réformistes » et leurs « révolutionnaires ». Pour la R.P. la distinction ne s'établit pas au même niveau que pour notre camarade Féraud. Pour nous, seul le courant du « planisme souple » réserve la valeur révolutionnaire du syndicalisme. Pour nous le planisme impératif ne relève que du réformisme dans le capitalisme classique ou dans le capitalisme d'Etat. C'est dans ce sens que nous entendons réformisme, dans le mauvais sens du terme.

C'est sur ce plan-là que peut se situer le dialogue que devrait susciter l'article d'Hagnauer. Je doute qu'il soit entendu.

... et d'américanophilie

Du même :

Je serai curieux, à tout autre propos, de savoir où Hagnauer a bien pu voir se manifester une cohue anti-américaine comprenant gaullistes, communistes, intellectuels progressistes, marxistes, anarchistes, fascistes de l'O.A.S. et racistes. Ne suffit-il pas de constater que la politique américaine de sauvetage de l'hitléro-franquisme d'Espagne au nom du « Monde Libre » prend très bien la relève de la politique de non-intervention ou de celle de la Bourse anglaise si favorablement sensible aux victoires de l'axe en Espagne pendant la guerre ? Sur cette orientation générale, robots hitlériens, fascistes O.A.S., racistes, et même gaullistes doivent même concurrentiellement, se retrouver dans la même cohue pro-franquiste de sauvetage du fascisme européen en Espagne.

Le gouvernement respectera-t-il ses engagements concernant les objecteurs de conscience ?

Le Comité de secours aux objecteurs de conscience publie et diffuse largement une lettre ouverte au Président de la République et au Premier Ministre. Elle leur rappelle la dette qu'ils ont contractée et qui reste encore impayée : le dépôt et la discussion d'un projet de loi établissant un statut des objecteurs de conscience.

Faudra-t-il que Lecoin recommence la grève de la faim, et d'autres avec lui ?

La lettre publiée en tract sous le titre optimiste : *Le gouvernement respectera ses engagements*, est signée de nombreuses personnalités du monde intellectuel et de plusieurs militants du mouvement ouvrier parmi lesquels nous relevons les noms de quelques-uns de nos lecteurs, abonnés et amis.

Notes d'Economie et de Politique

« LE SAINT-PERE AU DIABLE ! » ET KHROUCHTCHEV AVEC !

Dans la série des reniements « communistes », la caution que M. Khrouchtchev vient de donner au dispensateur en chef de l'« opium du peuple », par l'intermédiaire du rédacteur en chef des *Izvestia*, occupera une place de choix.

Célébrons l'événement à notre manière, en rappelant ce couplet de la *Carmagnole* que les anciens connaissent bien pour l'avoir fait retentir maintes fois dans les rues de Paris, mais que les jeunes ignorent sans doute, tout autant et même plus que *l'Internationale* :

Que demande un républicain ?
Que demande un républicain ?
Vivre et mourir sans calotin !
Vivre et mourir sans calotin !
Le Christ à l'écurie,
La Vierge à la voirie !
Vive le son, vive le son,
Et le Saint-Père au diable !
Vive le son du canon !

BRAVO M. RUEFF ! MAIS BRAVO SEULEMENT A DEMI !

Bravo ! M. Rueff, vous êtes le seul économiste bourgeois français qui ose, et pour la seconde fois, dire autre chose qu'une connerie.

Déjà, à la fin de l'année 61, vous aviez osé proclamer, face à Debré, cette vérité, qui est évidente sauf pour la meute des politiciens, des économistes et des minus, que ce n'était pas la hausse des salaires qui faisait monter les prix (1). Et voilà qu'en pleine grève des mineurs, vous récidivez ! Bravo, encore une fois !

Mais pourquoi, aujourd'hui encore, vous arrêtez-vous à mi-chemin ? Pourquoi ne dénoncez-vous pas, pas plus aujourd'hui qu'en 61, la véritable cause de la hausse des prix ? Pourquoi ne dénoncez-vous pas l'« inflation » à laquelle a procédé le gouvernement de M. de Gaulle au début de l'année 61 en émettant et en lançant dans la circulation 4 milliards (en nouveaux francs) de nouveaux faux billets ?

Le montant des faux billets, je veux dire, je le rappelle, les billets que l'Etat se fait donner par la Banque de France sans qu'aucune marchandise de valeur correspondante ne soit offerte aux acheteurs, était encore de 856 millions de francs en décembre 60 ; ce montant est maintenant (21 février 63) de 4 milliards 392 millions ! En 1960, les faux billets ne représentaient que 1,6 % du montant total des billets en circulation, ils en représentent aujourd'hui plus de 9 % !

Comment cette émission de faux billets pourrait-elle être sans effet sur les prix ?

En 61, alors que cette inflation durait depuis déjà près d'un an, vous déclarâtes, Monsieur Rueff, que la cause de la hausse des prix résidait dans une trop grande construction de logements, cependant qu'aujourd'hui vous incriminez l'afflux de devises étrangères et leur conversion en francs.

J'ai discuté, à l'époque, votre première assertion et j'ai dit qu'elle ne pouvait être retenue du fait que l'Allemagne avait montré à deux reprises, après la première guerre mondiale et après la seconde, qu'on pouvait gager une monnaie sur des immeubles sans que cela mette en cause la stabilité de cette monnaie ; quant à l'explication que maintenant vous donnez et que vous semblez vouloir substituer à la première, je ne peux la discuter pour le moment car je n'ai point le texte de votre déclaration, mais même s'il y a dans les opérations que vous dénoncez une source cachée d'inflation, elle ne peut que s'ajouter à celle-là qui crève les yeux : le quintuplement en quelques mois du compte des avances de la Banque de France à l'Etat.

Alors, pourquoi diable ! vous taisez-vous sur ce fait capital ? Aveuglement ou... prudence ?

VOUS VOULEZ FAIRE BAISSER LES PRIX ? — REMBOURSEZ !

Mais laissons-là M. Rueff, et revenons au gouvernement.

Celui-ci clame à cor et à cri qu'il veut faire baisser les prix. Eh bien ! qu'il le fasse !

Rien n'est, en effet, plus facile. Non pas, certes, en taxant le bifteck ou en réquisitionnant les grévistes ; ces deux moyens sont aussi inefficaces l'un que l'autre. Même si les grévistes devaient reprendre le travail sans augmentation de salaire, et même s'ils devaient accepter une diminution, cela permettrait au patronat de faire des profits plus élevés, mais cela n'empêcherait point les prix de monter puisque cela n'aurait aucun effet sur le montant de la circulation des faux billets.

Par contre, il y a un moyen très simple et très sûr pour faire baisser les prix : qu'à l'inflation l'Etat fasse succéder la déflation ! Autrement dit : qu'il diminue le nombre de faux billets en circulation, en remboursant à la Banque de France ceux qu'elle lui a délivrés. Monsieur le ministre des Finances, payez vos dettes, remboursez la Banque !

Remboursez les presque 4 milliards de nouveaux francs que vous avez empruntés à la Banque de France il y a deux ans et vous pouvez être sûr qu'alors — M. Rueff lui-même vous le dira — on assistera à une dégringolade des prix sans précédent !

MAIS LA BAISSÉ DES PRIX C'EST LA CRISE !

Eh bien, non ! surtout ne faites pas cela ! surtout ne remboursez pas votre dette à la Banque de France ! surtout ne faites pas baisser les prix !

Car on verrait alors éclater une de ces crises économiques à côté de laquelle celle que Laval avait déclenchée entre les deux guerres avec ses tentatives de « déflation », apparaîtrait comme de la roupie de singe.

Car si « hausse des prix » signifie « prospérité économique », « baisse des prix » signifie « débâcle économique ».

(1) Voir R.P. de décembre 61 : « Debré et Rueff ».

Laissez donc les prix monter ! Laissez-les s'établir à un niveau correspondant au montant des faux billets que vous avez émis. Mais laissez aussi, en conséquence, les mineurs et autres prolétaires faire hausser leurs salaires en proportion de la hausse des prix, et même davantage. Car si hausse des prix signifie prospérité économique, prospérité économique signifie conjoncture particulièrement favorable à la lutte de la classe ouvrière pour l'élévation de son niveau de vie.

En période de hausse des prix, la hausse des salaires est plus rapide que la hausse des prix (voir, entre autres, les nombreuses statistiques que nous avons reproduites à ce sujet) à moins, bien entendu, qu'on n'ait affaire à une classe ouvrière tout particulièrement avachie. Tandis qu'en période de baisse des prix, même le prolétariat le plus combattif est obligé d'accepter un abaissement de son niveau de vie, puisque la baisse des prix c'est la diminution de l'activité économique et, ce qui en est l'accompagnement obligatoire, l'accroissement du nombre des chômeurs, cette « armée de réserve industrielle » qui pèse de tout son poids en faveur des employeurs contre les employés.

AUTRE ASPECT DE LA HAUSSE DES PRIX : DIMINUTION DES EXPORTATIONS

En janvier 59, tout de suite après la dévaluation du franc à laquelle avait fait procéder de Gaulle comme entrée de jeu, j'indiquais que, ainsi que toutes celles qui l'avaient précédée en tous pays, cette dévaluation de l'unité monétaire serait un stimulant considérable pour les exportations françaises en pays étranger, puisqu'elle réduisait d'un jour à l'autre de 20 %, le prix, à l'étranger, de tous les produits français.

Mais, avais-je ajouté, ce stimulant, cette « prime à l'exportation » ne jouera que tant que les prix français demeureront à leur niveau actuel. Si les prix des produits français continuent à monter, ces prix finiront par rattraper leurs anciens niveaux à l'étranger, la baisse artificielle qu'on vient de leur faire subir se trouvera donc annulée et le commerce extérieur français se retrouvera dans la même situation qu'avant la dévaluation.

Eh bien ! c'est ce à quoi nous commençons d'assister.

Depuis décembre 58, c'est-à-dire depuis le moment de la dévaluation, les prix des produits industriels ont augmenté de 16,6 % en France, tandis qu'ils ne montaient que de 8 % en Allemagne et en Angleterre (exactement 8,3 % dans ce dernier pays) et de 5,1 % aux Etats-Unis.

Il s'ensuit qu'un objet de fabrication française dont le prix en Allemagne aurait été, avant la dévaluation du franc, de 20 % supérieur au prix du produit similaire allemand, et qui donc ne pouvait alors se vendre en Allemagne, put y trouver acheteur au lendemain de la dévaluation puisque l'acheteur allemand avait à verser 20 % de marks de moins pour se procurer le même nombre de francs, ce qui faisait que le produit français ne lui coûtait désormais pas plus cher que le produit allemand.

Eh bien ! un calcul simple montre qu'en raison de ce que les produits français ont augmenté plus que les produits étrangers, tout produit français dont le prix avant la dévaluation était supérieur de 18 %, ou plus, au prix allemand ou de 13 %, ou plus, au prix américain, est maintenant en Allemagne d'un prix

supérieur à celui du produit allemand, et en Amérique d'un prix supérieur à celui du produit américain, si bien qu'il ne peut s'y vendre.

Ainsi, il y a toute une série de marchandises françaises (toutes celles qui, avant la dévaluation étaient de 18 à 20 % plus cher, ou de 13 à 20 % plus cher que les produits allemands ou américains correspondants) qui pouvaient se vendre récemment encore en Allemagne ou aux Etats-Unis, et qui ne peuvent plus le faire maintenant.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas que les exportations françaises soient descendues de 3.258 millions de francs en novembre dernier à 3.063 millions en décembre et à 2.979 millions en janvier, et que si la valeur en francs des exportations de janvier est encore à peu près identique à celle de janvier 62 (en raison précisément de l'augmentation des prix), elle ne correspond qu'à un tonnage de produits bien moindre que l'an dernier : 4.904 millions de tonnes au lieu de 5.454 millions de tonnes, soit une diminution de 10 %.

Bien entendu, cela n'est pas encore catastrophique. Le commerce extérieur français n'en est pas encore revenu au point où il était tombé avant la dévaluation, mais étant donné que les phénomènes économiques s'accroissent généralement à une allure toujours plus rapide, ce qui n'est encore guère pour l'instant, que l'indication d'une tendance, peut devenir rapidement une chute catastrophique.

PATERNALISME ET DEVELOPPEMENT

En 1868, il y a moins d'un siècle, le Japon ne connaissait rien de la technique moderne, ni quoi que ce soit de la culture européenne, car, depuis 1621, date à laquelle il avait interdit l'entrée de son territoire à tous les Européens (sauf aux Hollandais, mais qu'ils confinèrent dans une petite île), il n'avait eu aucune relation, directe ou indirecte, avec le monde occidental. En plein milieu du XIX^e siècle, les connaissances des Japonais n'étaient même pas celles de... Louis XIV !

Et cependant...

Et cependant, à partir de ce jour des années 1860 où, sous la leçon que venaient de leur donner les canons d'une flotte européenne-américaine qui avaient détruit en un rien de temps leurs pauvres forts de Shimonoseki, ils décidèrent de se mettre à l'école de l'Europe afin d'être à même de pouvoir lui résister, les Japonais se mirent à faire des progrès si rapides et si énormes dans le domaine de la technique, de l'économie et de la politique, qu'ils se créèrent en quelques décennies des réseaux de chemins de fer, des ports, une flotte commerciale, une industrie textile, une industrie métallurgique, etc., que, dès la fin du siècle, soit trente ans à peine après leur naissance à la vie moderne, ils étaient capables de concurrencer l'Europe et l'Amérique sur les marchés mondiaux, et, peu après, de défier et de vaincre militairement, sur terre et sur mer, l'un des colosses militaires de l'époque, l'empire des czars, devenant par là, en moins d'un demi-siècle l'un des Etats à la fois les plus modernes et les plus puissants.

Or, ce développement spectaculaire eut lieu sans aucune aide. Pas plus l'aide de la nature que celle des hommes.

Le Japon est un pays pauvre, ne disposant, entre ses nombreuses montagnes que de peu de terres cultivables, il est exposé à des cataclysmes naturels d'une fréquence et d'une ampleur inégalées ailleurs, et il ne possède que des

ressources limitées en charbon, cependant qu'elles sont nulles en minerai de fer.

D'autre part, personne ne l'aide, ni l'Europe, ni l'Amérique. Ni sous une forme, ni sous une autre. Pas plus les philanthropes que les chasseurs de profits. Il n'existe alors nulle part, de fonds d'aide aux « pays sous-développés » ; et quant aux capitalistes, qu'ils soient d'Europe ou d'Amérique, ils ne s'aventurent point au Japon, ayant dès le début, semble-t-il, le sentiment qu'il n'y a pas là de place pour eux.

Ce sont donc les Japonais, et eux seuls, qui, sans aide extérieure, procèdent à leur développement, et y procèdent à pas de géants. Le résultat est celui que nous avons dit.

Et bien ! tournons maintenant nos regards vers un autre continent : l'Amérique du Sud.

Ici nous avons affaire à un pays qui, depuis près de cinq cents ans n'a jamais été coupé de l'Europe, à des peuples qui, dans à peu près la moitié des Etats, sont essentiellement des peuples européens, venus d'Espagne, d'Italie ou du Portugal, avec toute leur technique et toute leur culture, cependant que, dans les autres Etats, les peuples indigènes qui y sont demeurés sont fortement mélangés ou métissés avec des Européens.

Ici, il y a une abondance de terres arables se prêtant remarquablement aux cultures, soit européennes, soit tropicales selon la latitude ; en bien des points également, gisent d'abondantes richesses minérales : le pétrole, le minerai de fer, et, dans les Andes, des gisements de cuivre, d'étain et de nitrate qui comptent parmi les plus importants du monde.

L'Amérique du Sud semble donc avoir tout pour se développer. Elle possède les richesses naturelles et l'expérience humaine. Or, pourtant, après cinq siècles de « civilisation », l'Amérique du Sud reste un avorton. Un avorton qui est la caricature de l'Europe et qui demeure pour celle-ci un objet de risée. Tous les Etats y sont toujours sur le bord de la faillite, de laquelle ils ne sont sauvés que grâce à une aide extérieure ; leurs gouvernements n'ont pas le temps de s'installer qu'un coup de force militaire les renverse ; et enfin, ce qui est pire encore, l'immense majorité de la population subit le sort de celle des pays asiatiques ou africains les plus « sous-développés » : elle vit sur une ration tout juste suffisante, et même pas toujours, pour lui éviter de crever de faim.

Pourquoi cela ?

Eh bien ! c'est pour la raison inverse de celle qui a permis le spectaculaire développement du Japon : l'Amérique du Sud a été aidée. L'Europe et l'Amérique se sont préoccupées d'aider à son « développement ». C'est le capital anglais et français d'abord, yankee ensuite, qui s'est chargé de la chose. C'est lui qui a construit les ports, les chemins de fer, les tramways, qui a établi les exploitations minières et les diverses industries, et c'est également ce capital étranger qui vient sauver les Etats de la faillite quand la valeur de leur monnaie approche de trop près le zéro. A cette intervention du capital privé étranger, se sont ajoutés sur une large échelle, ces années dernières, les dons et les prêts de l'Etat yankee. Sur le bord de l'abîme, il y a toujours pour l'Américain du Sud un bras qui vient de l'extérieur le secourir.

Résultat : l'Amérique du Sud a été et demeure incapable de se développer.

Ce n'est d'ailleurs là qu'un cas particulier d'une loi de l'histoire qui semble être générale et même s'appliquer à tous les êtres. Seul l'effort personnel permet le développement. Le dé-

veloppement des peuples et des classes, comme celui des individus. C'est quand l'homme est seul, quand un peuple est seul, quand une classe est seule, en face d'une grande tâche qu'il leur faut nécessairement accomplir, ou mourir, qu'ils parviennent à s'élever à la hauteur de cette tâche.

La pire manière d'élever des enfants, c'est de leur épargner l'effort ; il en est de même pour les peuples. Si vous voulez réellement que des pays non développés, ou sous-développés, ou insuffisamment développés se développent, laissez-les seuls, avec leurs seules ressources, devant l'intégralité de leur tâche.

Ainsi la grande alternative qui se pose aujourd'hui aux peuples d'Afrique, aussi bien à ceux de l'Afrique blanche qu'à ceux de l'Afrique noire est-elle : le Japon ou l'Amérique du Sud ?

Quel exemple veulent-ils suivre, et quel sort préfèrent-ils ? S'épargner l'effort ? Cela leur est facile. Tous les bons apôtres d'Europe et d'Amérique, de Moscou et de Washington, se présentent pour offrir leurs services : « Ne vous inquiétez pas ! On vous fournira capitaux, techniciens, conseillers et tout et tout. Tout au plus aurez-vous à fournir les manœuvres ; le reste, on s'en chargera. Et vous serez ainsi « développés » ! »

Eh bien ! si le chant de ces sirènes est écouté, l'affaire sera réglée : l'Afrique deviendra une seconde Amérique du Sud. Par contre, si ces avances sont repoussées, si les Africains prennent à leur compte la vieille et orgueilleuse formule : *Fara da sè*, ils se développeront réellement, en accord avec leur propre génie et en fonction de leurs propres capacités. Comme le Japon, ils pourront devenir les égaux des Occidentaux, ou mieux encore : créer une nouvelle civilisation, supérieure à la nôtre.

La route peut paraître dure, mais seule elle conduit à des résultats qui sont sans aucune commune mesure avec ce que permettent d'atteindre les chemins de la facilité.

Robert LOUZON.

UN AUTRE POINT DE VUE SUR L'ALGERIE DE BEN BELLA

Notre camarade Finidori, qui travaille dans une coopérative ouvrière de Blida, nous donne ci-dessous un point de vue très favorable à la politique du gouvernement de Ben Bella. Il en voit les aspects positifs. Comme il le dit lui-même : « Pourvu que ça dure... ».

Il est possible que les représentants de la C.I. S.L. au « congrès tumultueux » de l'U.G.T.A., soient des « syndicalistes-sic ». En tout cas, ceux qui s'emparent par la force de la tribune d'un congrès syndical, qui y font intervenir des « paysans » mobilisés pour la circonstance, qui chassent une direction syndicale pour y substituer, autoritairement, une direction docile, ceux-là, sans aucun doute, sont des « syndicalistes-sic ».

Beaucoup d'entre nous ne croient pas que de telles méthodes conduisent en fin de compte à des résultats heureux pour la classe ouvrière. Mais le camarade Finidori, qui se trouve sur place, a le droit de penser autrement.

Nous attendons, pour ce numéro ou pour le prochain, des témoignages qui, s'ils sont tous favorables aux efforts de libération économique des travailleurs algériens, expriment cependant une opinion quelque peu différente de celle de Finidori, que voici :

Ce que pensent les syndicalistes (sic) de la C.I.

S.L. du dernier congrès de l'U.G.T.A. m'importe peu.

Ce qui m'importe, c'est ce que je vois comme membre du C.A. de la Coopérative Ouvrière « Ais-Sat-Idir » de Blida et son comptable.

Je constate que des biens — dits vacants, parce qu'abandonnés par des Européens à la chemise trop sale — sont devenus la propriété de ceux qui les travaillaient comme exploités. Des comités de gestion ouvriers, ça compte.

Cette constatation revêt une tout autre importance que les critiques des responsables de la C.I. S.L. La paille d'un congrès tumultueux, peut-être pas dans la norme consacrée, leur a fait l'effet d'une poutre : ils n'ont pas vu (ou pas voulu voir) la réalité révolutionnaire.

Car la Révolution algérienne continue, quoi qu'en pensent et disent les fonctionnaires syndicaux américains au service de la politique étrangère de leur gouvernement réactionnaire.

Oui, je sais. Tu vas me dire que l'U.G.T.A. aussi colle à son gouvernement.

Avec cette différence, toutefois, que celui-ci a déjà mis des millions à la disposition des ouvriers de Blida, de leurs Comités de gestion, pour ne parler que de cette région.

Il a subventionné les labours, la taille de la vigne, la réfection des fermes, la reconstitution et le développement des cheptels bovin et ovin.

Il est intervenu auprès des différents services pour que la Coopérative ait toutes facilités pour terminer les H.L.M. abandonnés en cours de construction par les entrepreneurs européens et prendre leur place pour les travaux publics. Ainsi, l'importante carrière de basalte d'Ameur El Ain a été mise à sa disposition.

Le Préfet-Igane d'Alger, le Sous-Préfet de Blida, le parti F.L.N. sont acquis à sa cause.

« Pourvu que ça dure », diront les sceptiques.

Je ne suis pas prophète et ne dis pas l'avenir. Mais le présent est là, palpitant, exaltant.

Je ne sais pas non plus si Ben Bella a une âme de caïd, mais je sais qu'il dit aux gars : « Allez-y. Foncez. Je suis avec vous. » Et il le prouve tous les jours, par des faits que je suis à même de vérifier.

Plus de 2.000 hectares de vignes, d'agrumes, de

terres à blé, dans la vaste et fertile plaine de la Mitidja — le joyau de la colonisation française — sont prêts pour la prochaine récolte.

Le Bâtiment va démarrer dans les plus importantes entreprises de la région : les devis s'accroissent.

Même du Sahara, on passe des commandes à notre imprimerie.

Nos garages remettent en état les camions sabotés par leurs propriétaires en fuite, fous de rage.

Nos ateliers de textile fabriquent des bleus de travail.

Sept cinémas nous apportent tous les jours leur recette.

En attendant de jeter sur le marché les produits de nos fermes, nos magasins d'épicerie et de boucherie contraignent les commerçants à aligner leurs prix sur les nôtres, les faisant participer ainsi, bien malgré eux, à notre lutte contre la vie chère.

Bien sûr, nos difficultés d'ordre technique surtout sont énormes : nous manquons d'ingénieurs, de géomètres, d'architectes, de comptables, de dactylos, etc...

La colonisation n'avait pas précisément pour but de préparer les Algériens à la conduite de leurs affaires. Elle les a tenus systématiquement à l'écart. De ceux qui étaient parvenus fortuitement à la qualification, 7 ans d'une guerre atroce ont éclairci les rangs.

Mais les animateurs de la Coopérative sont résolus à surmonter toutes les difficultés. Ils y mettront le temps qu'il faudra.

Avec ou sans la solidarité des travailleurs des autres pays. Quoiqu'il soit injuste de laisser accomplir une si lourde tâche — appelée par son exemple à profiter à tous — par une classe ouvrière si rudement éprouvée.

La lutte pour la libération du travailleur algérien annonce le commencement de la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle ne devrait laisser indifférent aucun révolutionnaire digne de ce nom quelle que soit sa race ou sa nationalité.

Les révolutionnaires français, surtout, parce qu'ils sont de la race des anciens maîtres de l'Algérie, devraient avoir à cœur de prouver que tout en France n'est pas complètement pourri, malgré la Sécurité Sociale si difficile à digérer...

RELANCE SYNDICALE A MADAGASCAR

Soucieux de voir leur pays s'engager dans la voie d'une sérieuse rénovation économique et sociale, les syndicalistes libres malgaches avaient fait appel au concours de la C.I.S.L. pour organiser un stage culturel qui s'est tenu à Tananarive durant tout le mois de janvier 1963 avec la collaboration de militants syndicalistes de divers pays.

Au cours d'un entretien, notre ami Souchy, l'infatigable propagandiste itinérant qui y a participé, nous a fait part de ses impressions.

Les participants, au nombre d'une cinquantaine, se composaient d'étudiants, de syndicalistes responsables de coopératives agricoles, de fonctionnaires, etc...

Il convient de préciser que dans ce pays, pauvre en hommes compétents, les syndicats sont amenés à associer leurs efforts aux pouvoirs publics pour le relèvement et la réorganisation de l'économie, condition première de l'amélioration du niveau de vie de la population de la Grande Ile.

Le courant est dur à remonter après la grande saignée colonialiste de 1947 qui fit 80.000 morts parmi l'élite du peuple malgache luttant pour sa libération et qui a fait un vide qui n'est pas encore comblé.

C'est d'ailleurs en 1958 que l'indépendance fut pleinement reconquise après que le Mouvement de Rénovation Démocratique Malgache eut imposé des élections libres, puis la formation d'un gouvernement sous la présidence de l'instituteur Tsiranana, gouvernement socialiste qui devait un peu plus tard proclamer la république.

Certes, ce ne fut pas la révolution. Dans un pays insuffisamment préparé, les nouveaux gestionnaires de la politique malgache ne pouvaient sans danger

se passer du jour au lendemain du concours des anciens exploitants.

Sur un territoire plus grand que la France, la population (cinq millions et demi d'habitants) est très clairsemée et surtout agricole. 26.500 ouvriers seulement sont employés dans l'industrie portuaire et l'exploitation du sous-sol aux mains des grandes compagnies françaises et européennes. Là existent plusieurs organisations syndicales, les unes collaborent avec le gouvernement, les autres restant autonomes.

Sur le plan agricole, les plantations de canne à sucre dont certaines couvrent plus de 10.000 hectares sont restées la propriété des compagnies sucrières, mais en ce qui concerne les autres produits, tels le riz, le manioc, la vanille, le cacao, c'est la petite exploitation autochtone qui domine.

Un fait à signaler est la tendance de plus en plus poussée des petits cultivateurs et éleveurs de bétail à se grouper en coopératives, avec l'aide des syndicats ouvriers afin de tirer le maximum de la vente de leurs produits sans pour autant augmenter les prix pour les consommateurs.

Les paysans pratiquent également une sorte d'échange très ancienne qui consiste, dans les travaux communs, à consacrer au moins une journée par semaine pour des fins communautaires. Cette pratique, connue sous le nom de Fokonoloa, est considérée comme un facteur très important pour favoriser la création d'un mouvement coopératif moderne parmi les paysans, qui représentent 80 % de la population.

Il reste cependant beaucoup à faire pour améliorer la culture et le rendement. Les moyens utilisés sont encore très rudimentaires et, la nature d'un ter-

rain souvent fortement accidenté empêchant souvent l'emploi de moyens mécaniques, la culture se fait à la bêche.

En outre, les réformateurs partisans du remembrement des terres se heurtent à des préjugés fortement ancrés chez les paysans qui, par respect de la terre des ancêtres se refusent à tout aménagement à cet égard et continuent la culture de parcelles souvent très éloignées les unes des autres.

Pour stimuler l'exploitation terrienne individuelle ou familiale, l'un des premiers actes du gouvernement a été de décréter que tout citoyen mettant une terre en valeur recevrait au bout d'un certain temps un titre de propriété.

Bref, il n'empêche que la situation économique de l'île est loin d'être florissante. Le départ des

fonctionnaires français et de leurs familles, le retrait de certaines affaires, provoqué par les visées réformatrices du gouvernement socialiste, n'ont pas été sans créer quelques difficultés dans l'industrie et le commerce.

Les délégations gouvernementales qui se sont rendues à l'étranger pour tenter d'intéresser des capitaux au développement du pays ont rencontré peu de succès.

Il faudra beaucoup de courage et de persévérance au peuple malgache et à ceux qui président à ses destinées pour trouver des solutions favorables à tous ces problèmes. Pour cela l'aide syndicale aux militants locaux qui se consacrent à cette renaissance devra se poursuivre sans désespérer.

Un peu de l'Italie d'aujourd'hui

L'Italie est le pays des commémorations et des festivités. Si on vivait encore au temps des Bourbons napolitains, on croirait qu'il s'agit d'une partie de leur philosophie politique exprimée par l'adage : Fêtes, farine et potences.

Aujourd'hui, et depuis longtemps, tout se ramène simplement à : fêtes.

Si l'on évaluait le temps dépensé en banalités civiles et religieuses, on obtiendrait un chiffre astronomique. Jusqu'au 11 février qui est fêté en grande pompe. Ce devrait être jour de deuil national, puisqu'il fut celui de 1927 où Mussolini signa le Traité de Latran qui a mis le pays sous le contrôle de l'Eglise et des prêtres.

Ces jours-ci, se préparent de nouvelles élections politiques qui détermineront quelle sera la formation du prochain gouvernement italien. Le gouvernement actuel qui restera en charge administrative jusqu'à ce que le nouveau soit formé, peut être considéré comme un mort en sursis, victime d'une poussée un peu hésitante de la part de son allié partiel, le parti socialiste.

Les socialistes mennistes ont préféré tuer le gouvernement sans faire de cadavre. C'est une nouvelle forme d'assassinat politique : pas de sang, mais mort par désarticulation de la colonne vertébrale.

Le gouvernement de centre gauche inauguré il y a un an, a accompli clopin-clopat sa première phase, aboutissant irrémédiablement à un noeud de conflits d'intérêts politiques.

Il n'y aura de seconde phase que si l'électorat est suffisamment sage !

Il existe des dissensions irrémédiables entre les politiciens.

Tout parti politique a sa droite, sa gauche et son centre et autant d'autres nuances qu'il y a d'hommes doués pour « la combine » politico-économique ou seulement pour l'une ou pour l'autre.

Le parti communiste, le seul qui ait conservé son monolithisme, les domine tous, que cela plaise ou non. Il représente une force qu'on ne peut ignorer. C'est une force qui domine, non parce qu'elle est pourvue d'une morale politique supérieure, mais par sa compacité, son contrôle des larges masses populaires, les fonds qui permettent d'amples et efficaces organes de propagande et la dextérité à pénétrer et contrôler les activités de groupes politiques agissant en dehors du parti, telles les diverses organisations dédiées à la paix et à l'antifascisme.

Ce qui fait le plus obstacle au lent et paresseux progrès des « gauches », c'est la force économique et politique de l'élément fasciste et de ses collatéraux qui pénètrent les sphères politico-gouvernementales et l'appareil économique. En même

temps, allant se développant, existe un fort courant « gaulliste » qui, en se renforçant, s'identifie de plus en plus avec le fascisme. Ce sont toujours les mêmes hommes qui s'accrochent à toute perche qui leur est tendue, pour perpétuer leur domination.

Ce fut, ces temps derniers, la tentative du ministre de la Défense, Andreotti, d'engager des conversations militaires avec l'Espagne franquiste.

Dans quel but a-t-il été tenté de suivre l'exemple français, alors qu'il affirmait sa fidélité au pacte atlantique ?

Après le récent voyage du Premier ministre Fanfani à Washington et les accords conclus par lui avec le président Kennedy pour le démantèlement des bases de missiles en Italie, en leur substituant un armement nucléaire Polaris, on a pu voir, en contre-partie, la manœuvre du ministre Andreotti tendant à ne pas troubler de façon majeure les eaux de la politique étrangère et militaire de l'Europe dans le but évident de renforcer la droite réactionnaire qui s'identifie au gaullisme de tendance fasciste.

Un des articles de la Constitution républicaine interdit la renaissance du fascisme. Le fascisme n'a jamais cessé son activité. Sous le nom de « Mouvement social italien », il a des membres au Parlement et dans les Administrations provinciales et municipales. Il devient de plus en plus agressif.

Les manifestations et réunions fascistes se répètent sous la protection de la police.

Les épisodes de violence contre des citoyens inoffensifs ne manquent pas. Dans les théâtres et les cinémas, les représentations d'œuvres qui condamnent le fascisme ou le nazisme sont systématiquement troublées par de nouvelles « escouades ». Un député fasciste ayant crié publiquement : « Vive Mussolini » s'est vu acquitté par ses juges au nom de la liberté d'expression et de pensée !

Un professeur exaltant publiquement l'antisémitisme et faisant l'apologie des hécatombes hitlériennes a été acquitté par les juges, ces faits ne constituant pas un délit.

Un bourreau allemand, accusé d'avoir ordonné le massacre de 3.000 juifs vient d'être arrêté par les autorités de Bonn, et les juges de Bologne décident la liberté de ce fauve, attribuant à ses crimes un motif politique !

On continuerait ainsi à l'infini. Que valent la nouvelle Constitution et la législation nouvelle, beaucoup de lois fascistes ne sont-elles pas restées inchangées dans les codes italiens ? C'est une loi fasciste de 1927 qui permet la censure du théâtre et du cinéma jusqu'à rendre nulles ces deux belles expressions de l'art du spectacle

Et, si un citoyen se réclamait du même droit de liberté de pensée et d'expression qui absout les fascistes, pour clamer publiquement sa désapprobation de l'envahissement religieux qui, de la naissance à la mort contrôle et vicie la vie de tous, il finirait en prison, condamné pour insulte à la religion.

Parmi les pays qui ne reconnaissent pas l'objection de conscience au service militaire, prime l'Italie.

Récemment, un jeune intellectuel catholique a été condamné à la prison pour refus d'endosser l'uniforme et de porter les armes. Il a été amnistié comme « inapte au service militaire pour déficience physique ».

Il fallait éviter que l'exemple ne se propageât parmi les recrues et dans les casernes.

Pour parler d'amnistie, près de 800.000 Italiens ont bénéficié de cette forme de clémence : 30.000 déjà condamnés et en prison, le reste en attente de la lente action judiciaire.

Actuellement la clémence a réussi à disperser

le tas énorme de procès mineurs pour l'exécution desquels des dizaines d'armées, et des places dans les prisons pour les nouveaux clients auraient été nécessaires.

Au lieu de recourir périodiquement à des palliatifs qui ne résolvent rien, on ferait mieux d'éplucher les codes et les lois, qui font des criminels de citoyens qui ne le sont pas, avec pour but la complète abolition du code pénal... mais ce serait trop en attendre !

Tel est, succinctement, le climat dans lequel se feront les prochaines élections politiques qui verront les deux Chambres s'augmenter d'un nombre considérable de sénateurs et de députés, aussi nécessaires que les moustiques pendant une étouffante nuit d'été !

Les bavardages inutiles augmenteront aussi ainsi que le nombre des lois, le nombre des procès en éternelle instance, celui des emprisonnés, les scandales gouvernementaux, et avant tout s'accroîtront impôts et pauvreté générale.

Hugo ROLLAND.

Lettre d'Argentine

Le dessous du "Front National"

Dix mois environ après le renversement du président Arturo Frondizi (le 29 mars 1962), décidé par les états-majors des forces armées, et après les diverses — et parfois dramatiques — situations créées par les mises en demeure, les « pronunciamientos » et autres tentatives de coup militaire, le gouvernement présidé par José Maria Guido, avec son ministre de l'Intérieur Rodolfo Martínez, rendit publique (après avoir obtenu le « visa » des trois secrétaires militaires, marchandé au cours de longs et difficiles conciliabules) la convocation à des élections générales dans tout le pays qui devront avoir lieu le 23 juin de cette année.

Ce fait a été présenté comme l'annonce d'un événement faste tendant à une « normalisation constitutionnelle », à la « pacification », etc. Mais le climat réel qui règne partout en ce moment n'est certainement pas un climat d'euphorie ou de confiance. Quelques jours, et même quelques heures avant que ne soit rendu public le décret en question, la plupart des gens, y inclus le commun des hommes politiques, doutaient beaucoup que telle convocation se fasse. Et même maintenant alors qu'officiellement tout est décidé, on doute encore que des élections auront lieu à cette date. Cette méfiance populaire caractérise l'ambiance politique argentine actuelle. Si nous ajoutons à cela la situation économique et sociale difficile et tendue que vit le pays et dont les conséquences retombent toujours sur la grande masse des salariés, on comprendra que le moment est peu propice à une solution magique, par des voies électorales, de la crise argentine.

Au cours de précédentes lettres, nous nous sommes référés aux causes profondes de cette crise, qui détermineront la naissance et la persistance de ce mouvement populaire, démagogique et totalitaire qu'est le péronisme dont les influences — jointes aux mesquines ambitions de pouvoir qui animent la majorité des partis politiques, — constituent à leur tour la principale cause déterminante des conflits, des affrontements, des marchandages électoraux qui donnent à la vie publique argentine l'aspect d'une « républiquette » où tout peut arriver, même le pire.

Ces causes profondes de la persistance du péronisme s'enracinent dans le malaise social, dans les frustrations supportées par les masses ouvrières et paysannes du pays au cours de longues générations, face à la récession économique, à la détérioration du niveau de vie, à l'égoïsme sordide des classes dirigeantes, à l'inefficacité des partis

politiques et aussi, pourquoi ne pas le dire, à l'inefficacité même de syndicats ouvriers bureaucratisés qui, déjà depuis les années 30, avaient rompu en général avec la magnifique tradition de combat que le mouvement ouvrier argentin s'était forgée au cours de plus de cinquante années et qui fut la source de conquêtes sociales appréciables.

La distorsion de cette réalité historique, plus l'influence de certaines idéologies à la mode, firent qu'un mouvement de filiation fasciste apparaisse dans sa version nationale comme un moteur de progrès social comme un facteur positif dans la vie nationale. Cette mystification, répandue et développée par divers partis populaires et « gauchistes » eut, comme contrepartie, l'attitude des groupes conservateurs, patronaux, réactionnaires en somme bien qu'inévitablement ils se qualifient de « démocratiques », qui dans leur opposition au péronisme révèlent clairement leur obsession antiouvrière et antisociale, laquelle fait magnifiquement le jeu des diverses tendances démagogiques qui ont dénaturé le mouvement ouvrier et la lutte sociale en Argentine.

Ainsi s'explique que la révolution antipéroniste de 1955, réalisée par un petit secteur des forces armées — le reste de l'armée restant neutre ou indifférent — qui put compter sur l'appui de la Résistance démocratique, n'ait pu que chasser du pouvoir le dictateur et ses principaux collaborateurs, mais sans parvenir en aucune façon à « récupérer » moralement, économiquement et socialement le peuple argentin, ce qui aurait rendu impossible le retour de telle dictature ou l'implantation de toute autre. Et ils n'y parvinrent pas pour la raison essentielle que les inspirateurs de cette prétendue révolution libératrice possédaient pour la plupart cette mentalité conservatrice et revancharde, qui voyait dans le péronisme l'expression de revendications ouvrières « extrêmes » contraires à l'ordre juridique établi. Cela, plus l'incapacité fonctionnelle, technique et administrative pour promouvoir une renaissance de la malheureuse économie argentine firent que le péronisme, au lieu de s'éteindre, s'enracina au contraire dans la masse populaire et que les persécutions et les exclusions ne parvinrent qu'à lui donner l'auréole du martyr qui aida à effacer le souvenir d'une infinité d'escroqueries, d'infractions et de gaspillages commis par ses principaux dirigeants, pendant douze ans, aux dépens du peuple argentin.

Le gouvernement constitutionnel de Frondizi surgit des élections de février 1958, refléta toutes

les tares qu'un tel état de choses impliquait. Fruit d'un pacte honteux avec les représentants de Péron et d'une campagne électorale démagogique fortement teintée de ce qu'on appelle « nationalisme économique », ses quatre années de gouvernement ne furent qu'acrobaties, zig-zags et virages entre les promesses faites d'une part aux péronistes, d'autre part aux groupes militaires qui avaient délogé ceux-ci. Dans un autre domaine, il dut faire face aux contradictions qui surgissaient entre ses prêches sur le nationalisme économique — concernant surtout le monopole d'Etat de la richesse pétrolière du pays — et les troubles et scandaleux négoces réalisés avec des entreprises pétrolières nord-américaines avec lesquelles il signa des contrats — par l'intermédiaire d'un « représentant personnel » et en négligeant de demander l'avis des organes officiels compétents — qui impliquaient des conditions extrêmement onéreuses pour l'économie nationale, étant donné, entre autres choses, que l'on devait payer le pétrole extrait du sol argentin au même prix, en dollars, que le pétrole importé du Vénézuéla ou du Moyen-Orient.

LA LUTTE CONTRE LES SYNDICATS ET LA CHUTE DE FRONDISI

Ce genre de contradictions, et d'autres négoces tout aussi troubles qui furent ensuite la cause de scandales caractérisa toute la gestion économique et sociale du gouvernement Frondizi. Pendant que, d'une part, il s'entourait de conseillers de formation « bolchevisante », ou ayant des antécédents péronistes, il prenait d'autre part un virage subit en faveur de la libre entreprise, livrant au ministre Alsogaray la gestion de l'économie, avec des pouvoirs qui, pendant un certain temps furent illimités. Alors qu'il semblait avoir rompu avec le secteur démagogique qui lui avait permis de triompher aux élections, il tentait de favoriser certains dirigeants de ce secteur au moyen d'une politique dite « intégrationniste », qui, en dernier ressort, tendait à l'absorption du péronisme par l'U.C.R.I., c'est-à-dire le parti frondiziste. Cette même politique se manifesta, avec des conséquences funestes pour le mouvement ouvrier, dans les activités de la C.G.T. et de nombre de ses organisations. Grâce à la loi totalitaire sur les « associations professionnelles » et aux manœuvres du ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, plusieurs syndicats furent impudemment livrés à des dirigeants totalitaires en violation de toute les normes légales et statutaires ; d'autres, comme l'Union ferroviaire, surent neutraliser de telles manœuvres de colonisation, mais furent dès lors et sont toujours en butte à l'hostilité des fonctionnaires publics car, soit dit en passant, la politique de l'actuel gouvernement de transition est, sous cet aspect et dans d'autres domaines également, la même que celle du gouvernement Frondizi. Pour les questions du travail, la même politique est menée par les mêmes fonctionnaires, tenaces et, semble-t-il, inamovibles.

La crise qui culmina le 29 mars 1962 avec la déposition de Frondizi et sa mise en résidence surveillée dans l'île Martin-García, fut en réalité latente pendant toute la durée de sa permanence au pouvoir. Son machiavélisme et sa capacité de manœuvre lui permirent de contourner une quantité de situations difficiles d'où il sortit apparemment indemne. Lors des nombreux coups militaires qui eurent lieu pendant cette période, son « habileté » bien connue l'amena à déplacer un groupe de chefs militaires pour le remplacer par un groupe rival, en faisant toutes les concessions que les circonstances le permettaient. Un exemple de ce type de brusque revirement fut offert par la fameuse conférence de Punta del Este, réunie fin janvier 1962 pour traiter de la question cubaine. Au cours de cette conférence, l'envoyé de Frondizi se joignit fermement au groupe qui appuyait le gouvernement castriste. Une fois la conférence terminée, il reçut la visite inattendue et mystérieuse de « Che » Guevara, dirigeant argentin du régime qui règne aujourd'hui à Cuba. Quelques jours plus tard, Frondizi prononça, dans la ville de Paraná, un discours provoquant en faveur du neutralisme,

de la troisième position, etc. L'écho de telles manifestations ne s'était pas encore éteint que le gouvernement argentin rompait ses relations avec Cuba, utilisant à cet effet l'argumentation même que son représentant avait combattue à Punta del Este. Prévoyant le mécontentement que son attitude en cette affaire avait pu causer dans les secteurs politiques et militaires, il prit l'initiative subite de cette rupture imprévue, sacrifiant évidemment son ministre des Affaires étrangères.

Mais ce machiavélisme ne lui servit de rien lors des élections du 18 mars 1962, pourtant soigneusement préparées par Frondizi et son ministre de l'Intérieur, Vitolo, avec l'aide de tous les recours financiers et de propagande dont l'Etat pouvait disposer pour renforcer le parti gouvernemental affaibli. Le slogan publicitaire le plus important avancé par la propagande officielle, sous l'intervention directe du Président se référait à un choix définitif entre péronisme et frondizisme.

On jouait le tout pour le tout. S'il était sorti triomphant de cette épreuve le gouvernement de Frondizi en aurait été consolidé, et Frondizi lui-même aurait justifié le portrait que faisaient de lui ses panégyristes — et qui semble avoir été admis par ceux qui sont chargés d'informer l'opinion publique dans de nombreux pays : un des premiers hommes d'Etat démocratiques d'Amérique.

Comme on le sait, le résultat de ces élections fut contraire aux calculs de Frondizi et marqua un nouveau départ de la crise que vit le pays. Le triomphe des « Justicialistes » dans plusieurs districts électoraux importants qui semblait devoir précéder le retour du péronisme au pouvoir, déclencha une sorte de réaction en chaîne dont les répercussions affectent encore la vie politique et sociale argentine. Il convient de signaler que semblable résultat fut dû, pour une part, au fractionnement des partis considérés comme démocratiques et que l'on suppose anti-péronistes ; en partie aussi à la réelle persistance d'un secteur politique inconditionnellement fidèle au dictateur exilé, et au profond malaise populaire causé par la politique économique du gouvernement, avec son faux expansionnisme, ses négoces scandaleux et ses absurdes gaspillages à des fins électorales.

Cette réaction en chaîne commença immédiatement après les élections : la tentative désespérée de Frondizi pour conserver le pouvoir se consista à empêcher la prise en charge des provinces par les gouverneurs péronistes élus et à en faire assurer l'administration par des fonctionnaires désignés par le pouvoir central, fut suivie de sa déposition, de sa relégation, et de la prise en charge de la présidence par le sénateur José María Guido, grossière parodie constitutionnaliste par laquelle on tentait de trouver une continuité légale à un gouvernement déjà passé aux mains des hauts commandements militaires. Plusieurs affrontements entre les diverses fractions de l'armée eurent lieu en moins d'un an, le plus grave et le seul ayant comporté lutte effective et effusion de sang étant celui qui eut lieu à la mi-septembre 1962. La preuve la plus flagrante que nous nous trouvons en régime militaire est le fait que toutes les décisions importantes du gouvernement, telles que l'adoption d'un « plan politique », le choix d'un régime électoral — tout ceci sous la forme de décrets-lois — les problèmes névralgiques des relations continentales, ainsi que ceux qui ont trait aux mesures économiques internes sont prises au cours de réunions du « Cabinet militaire » formé par le ministre de la Défense, les Secrétaires à la Guerre, à la Marine et à l'Aviation, et en présence de tel ou tel autre ministre, comme assesseur ou informateur. La décision finale revient *ostensiblement* aux militaires. Bien entendu, derrière telle ou telle autre décision se cachent parfois des desseins et des buts politiques qui ne sont pas nécessairement conçus par les personnages galonnés, mais par des politiciens professionnels madrés. Mais le fait même que semblables décisions s'accomplissent par des voies militaires est suffisamment significatif de la réalité actuelle et des perspectives d'une démocratie représentative en Argentine.

LA CRISE S'AGGRAVE

A côté de cette situation spéciale qui implique la prédominance politique des « facteurs de pouvoir » — lisez Forces armées — il est évident que les conditions économiques et sociales qui précipitèrent la crise se sont depuis considérablement aggravées. De telles conditions, latentes pendant la gestion du gouvernement Frondizi, le pseudo développement industriel, les investissements faux de capitaux, le gaspillage insensé réalisé par le gouvernement à des fins diverses, se sont dévoilées dans toute leur ampleur depuis avril 1962, avec la dévaluation drastique de la monnaie qui fit passer le peso argentin de 83 pour un dollar à 135 environ, après avoir poussé une pointe jusqu'à 150 ; avec la récession industrielle et commerciale qui entraîne la fermeture, provisoire ou définitive des sources de travail ; l'énorme retard dans le paiement des salaires et appointements des ouvriers et fonctionnaires, et plus encore des retraités. Tout cela pendant que se poursuivait inexorablement la hausse des prix des produits de première nécessité, des transports, des combustibles, etc., et que le déficit du budget de l'Etat atteignait fin 1962 la somme de 35 milliards de pesos — bien qu'on eût calculé, en début d'exercice, qu'il serait d'environ 5 milliards.

Ceux qui succédèrent à l'équipe économique de Frondizi ne firent rien pour améliorer la situation, sinon réclamer — et imposer — de plus lourds sacrifices au peuple, et solliciter désespérément moratoires et emprunts nouveaux auprès des organisations financières mondiales. Le ministre Pinedo, représentant de la vieille oligarchie conservatrice, ne parvint qu'à dévaloriser le peso et à augmenter considérablement les contributions et les impôts indirects. Le mécontentement général, et la crise militaire qui se produisit fin avril, l'éliminèrent de la scène. Depuis lors et jusqu'aux premiers jours de décembre, le « Bureau économique », complexe et ramifié, où sont représentés divers ministères et secrétariats d'Etat ainsi que les organismes de gestion des entreprises d'Etat, se trouvait aux mains de l'ingénieur Alvaro Alsogaray, ex-ministre de Frondizi et d'Aramburu, champion agressif de la libre entreprise et fervent adepte des directives et de la doctrine pronée par le Fonds Monétaire International.

En substance, rien n'a changé. Les dépenses bureaucratiques excessives et la très mauvaise administration continuent pendant que l'équipe économique prétend combattre l'inflation en restreignant le crédit pour les industries, en augmentant les impôts et en ne payant pas les ouvriers et les employés. A part cela, le seul moyen trouvé par l'ingénieur Alsogaray pour surmonter la crise fut de faire diffuser par la radio et la télévision de nombreux discours, prétendument didactiques, par lesquels il promettait invariablement la fin de toutes nos misères, à condition que le peuple « supporte » un peu plus encore, et lui permette ainsi de mener à bon terme ses fameux plans de rénovation, dont on s'aperçut dans la pratique qu'ils étaient inexistantes.

L'inefficacité de ce système amena bien sûr une détérioration plus grande de la situation économique et un mécontentement populaire croissant, bien que contenu, de telle sorte qu'Alsogaray devint le symbole vivant du désastre économique. Et une fois de plus, lors d'une des nombreuses crises militaires déclanchée cette fois par les chefs fascisants de l'Aéronautique — qui furent d'ailleurs rapidement éliminés — le gouvernement obligea Alsogaray ainsi que toute son équipe à démissionner, et le remplaça début décembre par un autre spécialiste, partisan des mêmes théories économiques et des mêmes procédés, bien que les appliquant avec moins de publicité. Un épisode caractéristique, qui eut une profonde influence négative sur le moral public, fut la façon dont on étouffa une tentative d'investigation sur de graves « irrégularités » qui auraient été commises par de hauts fonctionnaires dans le domaine économique. Après la destitution de Frondizi et pour répondre à une violente campagne menée par différents secteurs, le gouvernement avait désigné une Com-

mission d'investigation, laquelle aurait dû infirmer ou confirmer les accusations documentées qui dénonçaient des manœuvres illégales à l'occasion d'une série de transactions comme celles se référant aux contrats pétrolières, à la vente d'une grande quantité de blé précédée d'une forte dévaluation du peso, l'achat à un prix exorbitant de matériel ferroviaire au Japon, la spéculation privée avec des fonds de la Banque de la Nation, toutes choses mettant en jeu des milliards de pesos. Certaines de ces transactions avaient été dénoncées au Parlement, sans résultat. L'opinion publique avait la ferme conviction que ces « irrégularités » constituaient un véritable pillage du Trésor public, et l'on supposait que le travail de la Commission d'enquête permettrait enfin que les coupables soient sanctionnés de façon exemplaire. Les rapports préliminaires de la Commission impliquaient certains personnages aussi importants que Frondizi, plusieurs de ses ex-ministres et parmi eux Alsogaray lui-même.

VERS UNE REHABILITATION DU PERONISME

Le résultat fut que, profitant du soulèvement militaire de septembre, ce dernier que le « hasard » avait désigné ministre de l'Intérieur par intérim, présenta un décret signé par le président figuratif Guido, donnant pour terminée la tâche de la Commission. Une fois de plus, suivant une *tradition* argentine, les grands vols restèrent impunis.

Quant au panorama politique proprement dit, une situation paradoxale s'est créée. La destitution de Frondizi devait apparemment permettre d'empêcher un retour du péronisme au pouvoir. On élaborait pour cela un statut des partis politiques, comportant une quantité de clauses restrictives d'une douteuse orthodoxie démocratique, qui permettent aussi bien d'invalider les candidats présumés péronistes que de négocier leur candidature. Jusqu'aux événements de septembre, la ligne politique du gouvernement était dictée par un secteur nettement anti-péroniste, comportant même des personnes qui estimaient inopportun de provoquer des élections avant plusieurs années. Le triomphe de la fraction militaire « bleue », aidée par des politiciens brandissant le slogan des « élections à bref délai », et manifestant une tendance évidente à ce qu'on appelle ici l'« intégrationnisme » — qui suppose pratiquement une utilisation ou une réhabilitation du péronisme — imposa un virage dans ce sens. Quelques modifications furent apportées au Statut des partis politiques, lesquelles ne l'altèrent pas fondamentalement, mais permettent une plus grande facilité de manœuvre. Pour la plupart des partis, et après le démarrage de l'activité pré-électorale, tout tourne autour de la conquête des voix péronistes. Les dirigeants de ce dernier secteur, les « justicialistes », — sans nier leur obédience à Peron qu'ils consultent au cours de fréquentes visites à Madrid, se sont faits apparemment plus souples. Leur porte-parole et chef reconnu dans le pays n'est pas un chef syndical véhément mais un distingué neuro-chirurgien qui théorise sur le populisme et démocratie sociale, faisant preuve d'un mimétisme remarquable pour surmonter les difficultés du statut et arriver de n'importe quelle façon au pouvoir.

Et pendant que le justicialisme se fait ainsi plus présentable, la plupart des autres partis, depuis le petit mais influent secteur de la démocratie chrétienne jusqu'aux deux importants secteurs du radicalisme et aux deux fractions « révolutionnaires » du « socialisme argentin », font tout ce qu'ils peuvent pour se gagner l'estime des fidèles de l'ex-dictateur, qui, de Madrid, impose ses directives en vue de cette fameuse « normalisation constitutionnelle » argentine. C'est ainsi que sont en train de s'organiser plusieurs « Fronts nationaux », regroupements et autres combinaisons semblables. Dans la mesure où ils déboucheront vers une formule de gouvernement ayant des probabilités de succès électoraux, nous verrons se dessiner un nouveau *Pacte* du genre de celui qui permit le triomphe de Frondizi en 1958, probablement avec les mêmes conséquences ou des conséquences vives.

Quant à la situation du mouvement ouvrier et des travailleurs, il n'est pas douteux qu'ils ont souffert l'impact direct de la crise économique, comme de la situation politique ci-dessus expliquée, laquelle a affecté une grande partie des dirigeants ouvriers par trop politisés.

Les grèves successives que les dirigeants péronistes de la C.G.T. ont imposées dans les secteurs ouvriers qui les suivent, — le plus souvent pour des buts étrangers au mouvement ouvrier — finirent par épuiser les syndicats et amoindrir leur capacité de lutte. Ainsi, lors de la grève générale de 48 heures décidée par la Commission provisoire de la C.G.T. les 1^{er} et 2 août 1962, on put se rendre compte de l'affaiblissement de l'action syndicale qu'il ne donna jamais l'impression de l'unanimité et de la force. Cette réalité fut comprise et mise à profit par les associations patronales et le gouvernement lui-même qui cessèrent de considérer la C.G.T. et ses organisations comme des éléments capables et responsables. Autrement dit, patrons et fonctionnaires ne témoignent plus d'aucun respect pour les syndicats. Ceci, joint à la récession industrielle et au chômage, favorisa un revanchisme patronal agressif et éhonté. Revanchisme qui se manifesta surtout par leur refus de renouveler les contrats collectifs, ou par l'offre d'augmentations dérisoires, par les volations de la réglementation du travail et par des renvois massifs qui ne sont pas toujours liés à la diminution réelle du travail. Un cas typique, qui eut de terribles conséquences pour le mouvement ouvrier, fut la grève combinée avec un lock-out qui affecta les travailleurs frigorifiques, — parmi lesquels certains des plus importants frigorifiques de propriété nord-américaine. L'organisation syndicale de cette industrie a toujours été parmi les plus combattives et ses dirigeants se rangeaient parmi les « hommes forts » du syndicalisme péroniste. Le conflit provoqué par les entreprises qui prétendaient imposer des conventions altérant fondamentalement les normes en vigueur, dura quatre mois. Ce fut une expérience dramatique qui mit en relief la totale indifférence des autorités officielles, la dure intransigeance patronale, ainsi que la faiblesse interne d'une organisation syndicale autrefois puissante. Au cours des dernières semaines du conflit les dirigeants dédièrent tout leur temps à rechercher une médiation de toutes les personnalités gouvernementales, ecclésiastiques ou militaires que l'on supposait capables d'intervenir en faveur des ouvriers. Le résultat, pour ces derniers, fut l'échec total. Beaucoup se retrouvèrent sans travail, pendant que l'on imposait aux autres un régime de discipline et de rendement qui implique un retour en arrière de plusieurs décennies.

Semblable situation propice au découragement et au désespoir, ressemble beaucoup à celle qui régnait au cours des années 1930-40, et où le péronisme trouva précisément son bouillon de culture.

UNE C.G.T. « UNIQUE » A DIRECTION AUTORITAIRE

C'est dans ces conditions, que s'est réuni, enfin, le Congrès national de la C.G.T. destiné à normaliser le fonctionnement de la centrale ouvrière. Depuis plus de deux ans la direction de cette centrale est aux mains d'une Commission provisoire intégrée par des représentants de « 62 » organisations péronistes et du groupe dit des « Indépendants », parmi lesquels les syndicats des chemins de fer, des employés de Commerce, du Livre, etc. En principe, cette commission aurait dû avoir accompli sa tâche et cessé ses fonctions en décembre 1961. Mais son départ fut rendu impossible par les profondes divergences qui séparaient les deux secteurs, notamment le caractère totalitaire des péronistes qui font de la *convivencia* et de l'unité ouvrière un véritable mythe qui trompe encore de nombreux dirigeants « indépendants » malgré toutes les leçons de l'expérience. Rappelons par exemple qu'au cours des rares occasions où la C.G.T. organisa des manifestations publiques, avec la participation d'orateurs des deux groupes, les non-péronistes ne purent jamais parler, le vacarme et les cris de la masse fanatisée le leur interdisant. Dernièrement, pour

compliquer encore les choses, un rapprochement s'est apparemment produit entre péronistes et communistes, qui répond sans doute à la tactique de l'ouverture à gauche conseillée par l'ex-dictateur à des fins de chantage politique.

Le Congrès de la C.G.T., convoqué le 28 janvier, s'est tenu sous le signe de la défaite ouvrière, de la réaction patronale et des intrigues pour le monopole de la direction syndicale. La fiction de l'unité, et la tendance à imiter les politiciens professionnels en ce qui a trait à l'« intégration » des péronistes, ont fait que les dirigeants syndicaux indépendants ou démocratiques ont négligé les possibilités existantes pour constituer une centrale ouvrière qui, sans être *unique*, aurait représenté la véritable indépendance syndicale, c'est-à-dire une organisation qui ne serait pas soumise aux directives et aux combinaisons politiques, mais orientée par la libre volonté de ses adhérents. Maintenant, non seulement cette possibilité semble être dépassée, mais d'autre part une organisation unitaire non soumise au contrôle exclusif d'un secteur, le secteur totalitaire, est impossible à concevoir. Le mouvement ouvrier argentin se trouve donc à une croisée dangereuse, et il s'avère qu'une véritable et saine récupération sera extrêmement difficile.

Jacobo PRINCE.
(31 janvier 1963)

P. S. — Quelques faits viennent de se produire que je crois utile de signaler schématiquement. Malgré les accords pris entre dirigeants et selon lesquels une direction bi-partite serait adoptée (péronistes et indépendants) que le Congrès de la C.G.T. aurait simplement dû entériner, des difficultés ont surgi qui peuvent amener de graves conséquences. Les péronistes manœuvrent pour s'emparer de la direction de la Centrale et il se trouve, parmi les « indépendants » des péronistes notoires comme les dirigeants de la Fédération Force et Lumière.

Dans les milieux militaires, l'inquiétude règne et l'agitation a repris. Le secrétaire de l'Aéronautique a déclaré qu'« on ne permettrait pas l'instauration de gouvernements anti-démocratiques ou douteux ». On interprète cela comme un coup de frein à la politique de « Front » du gouvernement. Un coup d'Etat semble à nouveau possible.

Conçue par le cabinet militaire et annoncée par le Ministre de la Défense, une loi — dite loi de Sécurité d'Etat — vient d'être promulguée qui prévoit de longues années de prison pour une quantité de délits parmi lesquels la propagande subversive et les manifestations d'agitation sociale. Cette loi affecte directement les luttes ouvrières et en général toute expression publique de mécontentement. Il s'agit donc d'une loi agressivement réactionnaire qui ajoutera son matériel explosif à l'atmosphère déjà chargée de la situation politique argentine.

J. P.

O seigneur, s'il est vrai, comme on l'affirme, que vous avez créé l'univers, il s'ensuit que vous avez créé tout ce qui s'y trouve. Vous avez créé le mal comme le bien, le diable comme les anges, le ciel comme l'enfer. Si vous avez créé les hommes vous les avez faits ce qu'ils sont. S'ils sont bons, c'est parce que vous l'avez voulu ; s'ils sont mauvais, c'est parce que cela vous a plu. Si vous êtes tout-puissant et universel comme on le prétend, il n'est point de chose mauvaise ou d'action méchante qui ne résultent des tempéraments ou des circonstances que vous avez créés. S'il y a un enfer et que les hommes y brûlent éternellement, c'est parce que vous l'avez désiré. Toutes choses vous sont possibles. Si vous aviez voulu rendre les hommes bons et heureux vous l'auriez fait. Il vous a plu de les rendre méchants et misérables. Vous n'êtes pas bon, par suite, et vous n'aimez pas vos créatures.

Herbert SPENCER.

A travers les

LIVRES

DEUX OUVRAGES SUR LE MONDE ARABE

Deux ouvrages importants pour qui s'intéresse à l'évolution des pays arabes ont été publiés récemment par les Editions du Seuil (1).

Anouar Abdel-Malek, intellectuel qui dut émigrer en France en 1959, donne dans son livre une analyse précise, méticuleuse, des transformations récentes du régime de son pays et de la nouvelle forme d'Etat qui s'y réalise.

Il montre comment la bourgeoisie égyptienne s'est formée non en développant l'entreprise privée, mais grâce aux investissements des pays occidentaux, d'où son caractère d'alliée de l'impérialisme.

Il explique la réforme agraire par le désir des militaires au pouvoir de contraindre la bourgeoisie terrienne, détentrice des principales richesses du pays, à réorienter ses investissements dans le secteur moderne, c'est-à-dire industriel.

On voit clairement, en le lisant que les militaires égyptiens qui ont pris le pouvoir n'ont jamais voulu dépasser le stade de la révolution bourgeoise, et qu'ils ont employé la violence quand les ouvriers, croyant à leurs belles paroles, se sont mis en grève (pendaient de deux d'entre eux au Caire le 14 août 1952).

Cependant, les transformations profondes de l'économie égyptienne permettent de se poser à nouveau la question, surtout à la suite du coup de barre à gauche effectué par Nasser après la rupture de la République Arabe Unie. En effet, le secteur public détient actuellement les banques, compagnies d'assurances, industries lourdes et autres industries fondamentales, les transports et les commerces extérieurs. Le même secteur public participe en outre à 50 % au capital des industries légères et sociétés de moyenne importance. Il détient, dans toutes celles qui restent, une prépondérance variable, mais certaine. Le secteur privé ne comprend plus que quelques industries et l'immense majorité de la propriété des terres. Bref, le pays a cessé d'avoir des structures capitalistes. Et ceci s'est fait au détriment de la bourgeoisie nationale. Mais au profit de qui ? De nouveaux cadres de direction, techniciens-économistes, ingénieurs, grands diplômés. Ainsi se constitue une nouvelle catégorie sociale, une technocratie, formée d'éléments divers, parmi lesquels les officiers qui reçoivent une formation technique occupent une place importante.

Ceci peut-il s'appeler socialisme ? Non, répond Anouar Abdel-Malek, non malgré les nationalisations, malgré le plan de développement économique qui doit doubler le revenu national en dix ans. Non, car cette transformation de la société a un caractère autocratique, paternaliste, étatique. Elle ne comporte aucune participation des masses. Le régime refuse catégoriquement la pluralité des partis qui pourrait donner au peuple l'habitude de la démocratie. Et il affirme fort justement :

« On ne saurait faire le socialisme en maintenant la gauche dans les camps, ni édifier la société sans classes en interdisant aux tenants historiques et authentiques du socialisme égyptien toute participation, toute expression, toute existence. »

Fort bien, mais quels sont ces tenants historiques et authentiques du socialisme ? De toute évidence, pour l'auteur, il s'agit des communistes, en qui il semble avoir une confiance totale. Non seulement dans les communistes égyptiens et autres arabes, mais dans le monde groupé autour de l'U.R.S.S. Comment ne voit-il pas que tout ce

qu'il reproche avec juste raison au régime de Nasser (non participation des masses, parti unique, absence de démocratie, répression de toute idée oppositionnelle) peut tout aussi bien s'appliquer à l'U.R.S.S. et à ses satellites ?

Néanmoins, on lira avec profit ce livre. Outre cette analyse serrée de la société militaire égyptienne, on y trouvera mainte idée intéressante. Celle, en particulier, que l'unité arabe ne doit pas être payée de la privation de toutes les libertés. Celle, aussi, que chaque pays arabe a sa propre originalité, et qu'à vouloir trop uniformiser on n'aboutit qu'à la faillite. Et beaucoup de lecteurs ne connaissant que superficiellement les choses de l'Orient seront quelque peu étonnés de ce qu'il dit de la modération de Nasser à l'égard d'Israël, qu'il n'envisage pas sérieusement de détruire (l'auteur, d'ailleurs, ne semble pas souhaiter cette destruction).

**

Pierre Rossi nous présente un autre pays arabe, l'« Irak des révoltes ». L'auteur a dirigé à Bagdad le Centre Culturel de l'Ambassade de France. J'eus l'occasion de l'y rencontrer en 1953, faisant alors partie du jury chargé de faire passer les examens français en Irak. Je retrouve dans son livre, développées avec précision, les principales idées que je lui entendis alors exprimer. J'y retrouve aussi mes propres impressions visuelles de l'Irak, pays de lumière et de misère, avec son immense ruban de palmiers entre les deux grands fleuves, son désert sans fin que l'on traverse dans un de ces cars de la Compagnie Nairn en forme de fusée interplanétaire, ces journées torrides suivies de fraîches nuits pendant lesquelles on peut voir, au bord du Tigre, des pêcheurs aux jambes nues faire griller d'énormes poissons sur des feux de bois. J'y retrouve aussi cette effroyable misère du peuple irakien, que j'avais côtoyée, au cours de mes trop brefs séjours dans ce pays, sans en mesurer suffisamment la profondeur, et que décrit si complètement Pierre Rossi. Un revenu paysan de 5 à 10 nouveaux francs par mois ; une mortalité infantile de 70 % ; des chefs féodaux qui s'opposent à la fréquentation scolaire pour que leurs champs ne manquent pas de bras ; des instituteurs dressant des listes fictives d'élèves pour continuer à toucher leur traitement. Et le cortège des maladies dans un bain de saleté repoussante. Mais ceci n'est rien à côté des détails saisissants, parfois répugnants, que donne l'auteur. « Les frontières de la misère sont ici, dit-il, reculées jusqu'à l'horreur. » Comment ne pas être indigné, après de telles descriptions, du luxe insolent qui s'étale à l'Hôtel Embassy ?

Et comment s'étonner que dans un tel pays, où de plus a sévi la dictature impitoyable de Nouri Saïd, les révolutions aient été infiniment plus sanglantes que partout ailleurs ? A côté de l'Irak, la Syrie et l'Egypte apparaissent comme des pays d'une douceur paradisiaque.

Pierre Rossi retrace toute l'histoire des révolutions irakiennes, jusqu'en 1962. Il décrit les luttes entre les partisans de l'unité arabe comme Aref et les nationalistes irakiens comme Kacem. Il expose les revendications des Kurdes.

« Le voyageur a l'impression que la révolte ne finira pas », dit-il.

En effet, depuis la parution du livre, une page nouvelle a été tirée dans l'histoire de l'Irak. Kacem vaincu et assassiné, après tant d'autres. Aref, le nassérien a pris le pouvoir. Et l'unité arabe ne se fait toujours pas. Peut-être parce qu'Aref n'est pas seul, et que d'autres, tout en ayant voulu abattre Kacem, ne sont pas de chauds partisans de l'union avec une Egypte lointaine ayant, au fond — là-dessus, les auteurs de deux ouvrages s'accordent — bien peu de points communs avec l'Irak. Peut-être simplement parce que cette union n'est pas mûre, et que longtemps encore les pays arabes, inégalement développés, inégalement misérables, évolueront séparément par la force des choses.

Les deux ouvrages des Editions du Seuil donnent bien des éclaircissements sur ces problèmes actuels.

J. GALLIENNE.

(1) Anouar Abdel-Malek : « Egypte, société militaire » ; Pierre Rossi : « L'Irak des révoltes », éditions du Seuil.

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1^{er} FEVRIER. — Protestation du premier ministre canadien contre une mise en demeure des Etats-Unis d'accepter les ogives nucléaires. Suspension de l'ordre de grève dans les mines lancée par la C.G.T. et la C.F.T.C..

Grève de 24 heures des P. et T.

Nouvel accord commercial franco-soviétique.

SAMEDI 2. — Conférence nationale du parti communiste, à Gennevilliers.

LUNDI 4. — Visite à Madrid du général Alleret, chef d'état-major des armées françaises.

Accord commercial soviéto-japonais.

MARDI 5. — Au procès des conjurés de Clamart : l'avocat général demande la radiation de M. Isorni.

A Londres deux journalistes condamnés pour n'avoir pas révélé la source de leurs informations.

MERCREDI 6. — La Cour de justice inflige trois ans d'interdiction à M. Isorni.

Renversement du gouvernement canadien par 142 voix contre 111.

Protestation de l'U.R.S.S. contre les accords Bonn-Paris.

Par 124 voix contre 106, le Sénat se prononce pour le service d'un an et contre la force de frappe.

JEUDI 7. — L'interview de M. Khrouchtchev sur l'anniversaire de Stalingrad ne sera pas diffusé à la télévision.

Dissolution du parlement canadien.

VENDREDI 8 — Coup d'Etat militaire en Irak. Le général Kassem est tué.

Annulation du voyage de la princesse Margaret à Paris.

Cinq millions d'ouvriers en Italie pour soutenir la grève des métallurgistes.

SAMEDI 9. — Conflit entre le gouvernement algérien et le commandement de l'ex-willaya II de Constantine.

Suspension de l'aide américaine à Ceylan qui n'a pas indemnisé deux compagnies pétrolières nationalisées.

Grève des médecins de Rome.

LUNDI 11. — Réconciliation à Rabat (Maroc) des représentants algériens et tunisiens.

Bataille en Irak entre communistes et nationalistes.

On annonce le transfert des forces navales françaises de Toulon à Brest.

MARDI 12. — Proposition d'un accord de salaires dans l'Electricité et le Gaz de France.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. reconnaissent le nouveau régime de Bagdad.

A Issy-les-Moulineaux, congrès de la Fédération C.G.T. des Métaux.

MERCREDI 13. — Emprisonnement en Allemagne de l'Est de dix-neuf personnalités protestantes.

100.000 Parisiens au Père-Lachaise rendent hommage aux morts du 8 février 1962.

JEUDI 14. — La Cour militaire de justice prorogée par l'Assemblée Nationale, par 271 voix contre 170.

En Bulgarie, expulsion de sept étudiants africains.

Grève de 24 heures des dockers marseillais.

VENDREDI 15. — Arrestations d'officiers qui préparaient un complot contre le général de Gaulle à l'Ecole militaire.

Par 181 voix contre 40, le Sénat repousse la prorogation de la Cour militaire de justice.

Par 144 voix contre 103 à George Brown, Harold Wilson est élu leader du Labour-Party.

SAMEDI 16. — Les insurgés kurdes négocient avec le nouveau gouvernement de Bagdad, reconnu par l'Egypte.

Remanement du gouvernement de la Côte d'Ivoire.

DIMANCHE 17. — Elections à la Chambre des Députés de Berlin-Ouest : le parti social-démocrate obtient 62 % des suffrages, gagnent 11 sièges.

LUNDI 18. — L'U.R.S.S. proteste contre la terreur irakienne contre les communistes.

Dissolution du parlement italien.

Le conflit de la métallurgie italienne se termine par un accord sur la réduction de la durée du travail.

MARDI 19. — Par 271 voix contre 171 l'Assemblée Nationale confirme la prorogation de la Cour militaire de justice

Manifestation d'étudiants à Paris dont les délégations ne sont pas reçues à la Présidence du Conseil.

Grève de 24 heures des cheminots bretons.

MERCREDI 20. — Visite à Washington du président du Venezuela.

Le Conseil économique et social discute de la réduction de la durée du travail.

JEUDI 21. — A Bruxelles, réunion des ministres de l'Agriculture du Marché Commun qui ne peuvent s'entendre sur les prix nationaux des céréales.

A Madrid, 25 Espagnols accusés de rébellion militaire sont condamnés à des peines de 1 à 10 années de prison.

VENDREDI 22. — Proposition de loi socialiste pour la nationalisation des banques d'affaires.

SAMEDI 23. — Réunion des Six à Bruxelles. Les Italiens et les Hollandais demandent de différer la signature de la convention avec les pays africains.

Quarante-cinquième anniversaire de l'armée soviétique : le maréchal Malinovsky promet un appui efficace à Cuba.

Rupture des négociations à l'E.D.F. et au Gaz de Paris.

LUNDI 25. — Grève des agents de l'Education Nationale.

JEUDI 28. — Maintien des ordres de grève par les mineurs.

A Berlin-Ouest, rupture de la coalition gouvernementale socialistes et chrétiens-démocrates.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE FEVRIER 1963

RECETTES :

Abonnements ordinaires	553,18	
Abonnements de soutien	350,—	
		903,18
Souscription		71,—
Vente au numéro		172,80
Vente des brochures		113,15
		<hr/>
Total des recettes		1.260,13
En caisse à fin janvier		3.155,96
		<hr/>
		4.416,09

DEPENSES :

Impression et papier R.P. décembre 1962 ..	1.260,42
Impression et papier R.P. janvier 1963 ..	1.260,35
Frais d'expédition	234,06
Frais généraux	213,—
Réassortiment en brochures	71,50
	<hr/>
Total des dépenses	3.039,33
En caisse à fin février :	
Espèces	80,51
Chèques postaux	1.296,25
	<hr/>
	1.376,76
	<hr/>
	4.416,09

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Alfred Bardin (Seine), 100 ; Roger Bésus (Seine-Maritime), 25 ; Frédéric Boissier (Loire), 25 ; Raymond Croze (Paris), 30 ; Yvonne et Roger Hagnauer (Seine-et-Oise), 50 ; Jean Hémy (Côte-d'Or), 25 ; Roger Roessel (Paris), 30 ; Urbain Thévenon (Loire), 35 ; Pierre Toesca (Seine), 30. — Total 350 F.

LA SOUSCRIPTION

Marcel Buisson (Jura), 3 ; H. Christophe (Paris), 5 ; Emile Dabin (Doubs), 5 ; Francis Dufour (Aude), 5 ; Jean Duperray (Loire), 6 ; Roger Guéret (Puy-de-Dôme), 5 ; Charles Patat (Paris), 20 ; Etienne Perrin (Loire), 5 ; Alfred Rosmer, 10 ; Albert Simon (Isère), 2 ; Jean Vernet (Ardèche), 5. — Total : 71 F.

VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER :

LA CHINE
par Robert LOUZON

PRIX : 4 Fr.

TROIS SCISSIONS SYNDICALES
par Pierre MONATTE

PRIX : 6,90 Fr.

**LE MOUVEMENT OUVRIER
PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**
par Alfred ROSMER

Tome II : De Zimmerwald à la Révolution russe
PRIX : 15 Fr.

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE
par Roger HAGNAUER

PRIX : 6 Fr.

L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE
par Roger HAGNAUER

PRIX : 9,45 Fr.

En vente à la « Révolution Proletarienne » - C.C.P. 734-99 Paris

LES BROCHURES DE L'UNION DES SYNDICALISTES :

L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS
par Roger HAGNAUER

PRIX : 1 Fr.

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?
par Pierre DICHAMP

PRIX : 1 Fr.

LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE "WELFARE STATE"
par Evert ARVIDSSON

PRIX : 2 Fr.

PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE
par Louis MERCIER

PRIX : 3 Fr.

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION A CUBA
PRIX : 3 Fr.

Commande à R. MARCHETI, 103, rue Orfila, Paris 20°
C.C.P. 7473-08 Paris